JUILLET 1980 - 3,50 F.F.

Le Courrier de l'unesco

La femme invisible

M 1205 - 007 - 3,50 F

TRÉSORS DE L'ART MONDIAL

154

Chypre

Tête de femme couronnée

L'art chypriote a subi dans l'Antiquité l'influence des grandes civilisations qui s'épanouirent en Asie Mineure, en Syrie, en Egypte et dans la Mer Egée. Toutefois l'île de Chypre n'entra jamais dans l'orbite de l'une d'elles et les œuvres de ses artistes restèrent toujours très personnelles. Cette tête de femme, au diadème orné de rosettes et de petits personnages, date du 5e siècle avant J.-C. Elle prouve clairement que l'art de Chypre, à une époque où l'île était placée sous la domination perse, loin de s'orientaliser, puisa surtout son inspiration dans le monde hellénique.

Photo : Roger Viollet, Paris

Le Courrier de l'unesco
Une fenêtre ouverte sur le monde
JUILLET 1980 33e ANNÉE

PUBLIÉ EN 20 LANGUES

Français	Italien	Turc
Anglais	Hindi	Ourdou
Espagnol	Tamoul	Catalan
Russe	Persan	Malais
Allemand	Hébreu	Coréen
Arabe	Néerlandais	Kiswahili
Japonais	Portugais	

Une édition trimestrielle en braille est publiée en français, en anglais et en espagnol.

Mensuel publié par l'UNESCO
Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

Ventes et distributions :
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris
Belgique : Jean de Lannoy, 202, avenue du Roi, Bruxelles 6

ABONNEMENT — 1 an : 35 francs français ; deux ans : 58 francs français. Payement par chèque bancaire, mandat postal, CCP Paris 12598-48, à l'ordre de : Librairie de l'Unesco, Place de Fontenoy - 75700 Paris.

Reliure pour une année : 29 francs.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du **Courrier de l'Unesco** », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du **Courrier**. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le **Courrier de l'Unesco** expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la rédaction.

Bureau de la Rédaction :
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris, France

Rédacteur en chef :
Jean Gaudin

Rédacteur en chef adjoint :
Olga Rödel

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Rédacteurs :
Edition française :
Edition anglaise : Howard Brabyn (Paris)
Edition espagnole : Francisco Fernandez-Santos (Paris)
Edition russe : Victor Goliachkov (Paris)
Edition allemande : Werner Merkli (Berne)
Edition arabe : Abdel Moneim El Sawi (Le Caire)
Edition japonaise : Kazuo Akao (Tokyo)
Edition italienne : Maria Remiddi (Rome)
Edition hindie : Krishna Gopal (Delhi)
Edition tamoule : M. Mohammed Mustafa (Madras)
Edition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)
Edition persane : Samad Nourinejad (Téhéran)
Edition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)
Edition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)
Edition turque : Mefra Ilgazer (Istanbul)
Edition ourdoue : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)
Edition catalane : Cristian Rahola (Barcelone)
Edition malaise : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)
Edition coréenne : Lim Moon-Young (Séoul)
Edition kiswahili : Domino Rutayebesibwa (Dar-es-Salaam)

Rédacteurs adjoints :
Edition française :
Edition anglaise : Roy Malkin
Edition espagnole : Jorge Enrique Adoum

Documentation : Christiane Boucher
Illustration : Ariane Bailey
Maquettes : Philippe Gentil

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef.

pages

4 **LA FEMME INVISIBLE**
Une conspiration du silence étouffe l'importance du rôle économique des femmes dans la société
par Rodolfo Stavenhagen

6 **LES INDICATEURS: UN OUTIL DE LA PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT**
par Erwin S. Solomon

10 **QUAND LA FEMME EST CHEF DE FAMILLE**
par Mayra Buvinic, Nadia H. Youssef et Ilsa Schumacher

13 **LA DOUBLE OPPRESSION DES FEMMES SOUS L'APARTHEID**
par Frene Ginwala et Shirley Mashiane

18 **LES FEMMES PARLENT**

20 **POUVOIR MASCULIN ET MOYENS DE COMMUNICATION**
par Margaret Gallagher

26 **LA SITUATION DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE**
par Alexandre Birman

28 **Une nouvelle discipline: les études féminines**

"LA FEMME, UN HOMME PARTIEL"
par Marcia Westkott

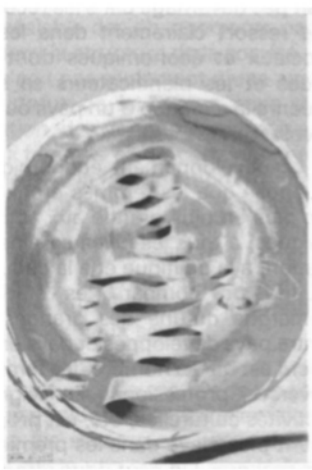
31 **AFRIQUE: UNE RECHERCHE MENÉE DE L'INTÉRIEUR**
par Zenebework Tadesse

33 **ASIE: UNE MOSAÏQUE DE CULTURES**
par Leela Dube

34 **AMÉRIQUE LATINE: STRATÉGIE POUR UNE SITUATION AMBIGÜE**
par Lourdes Arizpe

2 **TRÉSORS DE L'ART MONDIAL**
CHYPRE: Tête de femme couronnée

ISSN 0304-3118
N° 7 - 1980 - OPI - 80 - I - 366 F



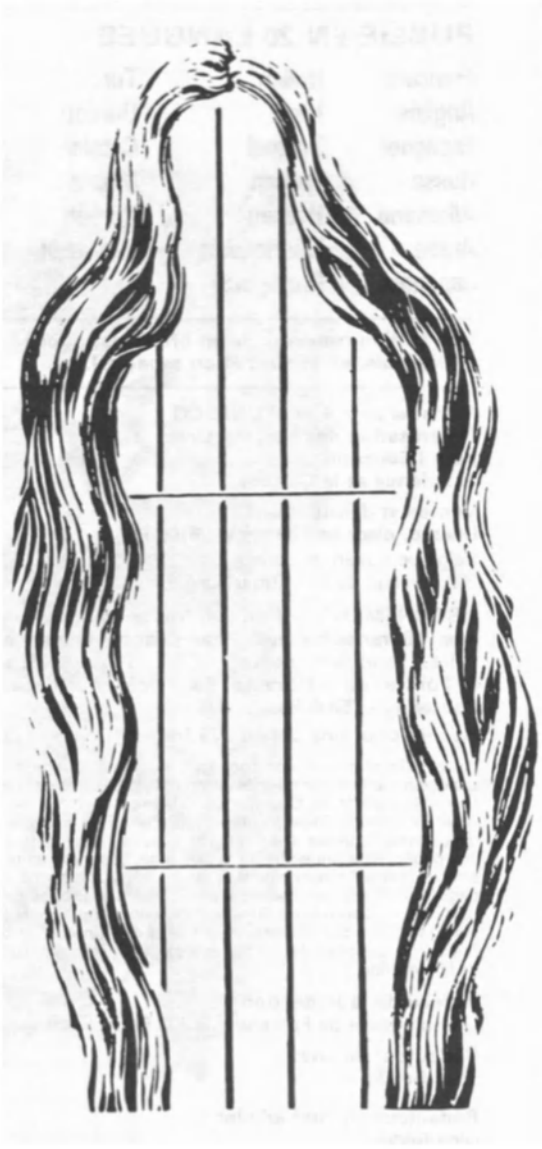
Notre couverture

Ce dessin est une image symbolique de la femme que diverses discriminations maintiennent "invisible" ou cachée, notamment en ce qui concerne sa participation au développement économique et à la production, sa place dans les sciences sociales et les statistiques, etc. Une situation dont l'opinion publique commence seulement de se préoccuper aujourd'hui (voir la page suivante).

Dessin © Philippe Gentil, Paris

Cette année, à mi-chemin de la Décennie pour la femme proclamée par les Nations Unies en 1975, des femmes du monde entier font le point de leur situation, notamment à la Conférence mondiale de la Décennie pour la femme tenue, sur le thème "égalité, développement et paix", à Copenhague du 14 au 30 juillet. Cette réunion a pour but de mesurer les progrès accomplis dans l'application du Plan mondial d'action pour améliorer la situation de la femme, un plan de dix ans adopté à la Conférence de Mexico en 1975, et d'élaborer un programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie. Avec d'autres organisations internationales, l'Unesco s'est attachée à mettre en pratique les recommandations de ce plan qui entrent dans le domaine de ses compétences. C'est ainsi que le *Courrier de l'Unesco* aborde dans ce numéro le thème de la femme "invisible". Invisible parce que les "indicateurs" qui définissent la situation économique et sociale de chaque pays occultent la valeur économique de son travail au foyer ou dans d'autres activités non-rémunérées ; ou parce que la machine inhumaine de l'apartheid lui dénie pratiquement le droit à l'existence ; ou pour bien d'autres raisons discriminatoires. Cependant, certains indices donnent aujourd'hui à penser que la situation de la femme est en train de changer, grâce au mouvement qui se dessine à l'échelle mondiale en faveur de son émancipation. Ainsi les recherches sur la condition féminine dans les diverses cultures et régions du monde s'intensifient, et de nouvelles méthodes d'analyse et d'enquête voient le jour. Elles sont l'œuvre de femmes spécialistes des sciences sociales qui veulent redonner un visage à toutes celles à qui est refusé le droit de participer, pleinement et entièrement, à la vie sociale, culturelle et politique.

la femme



Gravure René Magritte tiré de *René Magritte* par Patrick Waldberg 1965
© André de Rache, éditeur, Bruxelles

par Rodolfo Stavenhagen

PARTOUT, dans les pays développés comme dans ceux en développement, les femmes constituent le pilier de l'*économie de soutien* qui permet à toutes les autres activités de fonctionner et n'en demeure pas moins invisible : ignoré des comptes de la nation, ce secteur n'apparaît pas davantage dans les recensements, ni ne ressort clairement dans les indicateurs sociaux et économiques dont les sociologues et les planificateurs se servent pour décrire la situation d'un pays ou mesurer son évolution.

Le développement économique et social suppose que les femmes prennent une part de plus en plus grande aux activités économiques, à tous les niveaux, ainsi qu'à l'éducation, à la politique et à la culture. En effet, quand on compare les statistiques, on remarque qu'une des grandes différences entre pays développés et pays en développement est que le nombre des femmes dans les diverses professions, l'enseignement, les activités culturelles, etc, est proportionnellement plus élevé dans les premiers que dans les seconds. On peut donc affirmer, sans risque d'erreur, que le processus du développement socio-économique (qui est beaucoup plus complexe que la simple croissance de la production industrielle, du produit national brut ou du revenu par habitant) a pour corollaire l'amélioration progressive de la situation des femmes dans la société.

Mais cela veut-il dire que, dans les sociétés où ces changements n'ont pas eu lieu, les femmes sont économiquement improductives, ou bien en dehors du système économique ? Nullement. " Gardiennes du foyer ", comme on disait autrefois, responsables des soins de la maison, chargées surtout de faire et d'élever des enfants, les femmes jouent un rôle décisif dans l'un des éléments fondamentaux de toute économie : la reproduction de la force de travail. L'économie domestique est absolument essentielle au fonctionnement du système économique. Or, bien souvent on la néglige, quand on ne l'oublie pas complètement, dans l'analyse des transactions économiques, et les femmes qui en ont la responsabilité sont scandaleusement rangées dans la catégorie " main d'œuvre familiale non productive ".

RODOLFO STAVENHAGEN, *sociologue et anthropologue mexicain, est sous-directeur général du Secteur des sciences sociales et leurs applications à l'UNESCO. Il a enseigné à l'Université nationale de Mexico, aux Universités de Paris, Genève et Rio de Janeiro, et a dirigé le Centre d'études sociologiques du Colegio de México (à México), de 1972 à 1976. Parmi ses nombreuses publications, il faut citer* Agrarian Problems and Peasant movements in Latin American *(New York, 1970),* Les classes sociales dans les sociétés agraires *(Paris, 1969) et* El Ingenio del Hombre *(México) un manuel scientifique à l'usage des écoles secondaires.*

invisible

Une conspiration du silence étouffe l'importance du rôle économique des femmes dans la société

On semble admettre, du moins d'après les statistiques, qu'elles n'apportent aucune contribution à l'économie. Selon un mot attribué à un éminent économiste britannique, si Messieurs les célibataires épousaient tous leurs femmes de ménage, les indicateurs signaleraient une diminution de la main d'œuvre féminine et une réduction du revenu national. Ce qui montre simplement qu'on peut utiliser les indicateurs de manière fort ambiguë et qu'il y a lieu de bien examiner les concepts qu'ils recoûvrent.

La question n'est donc pas : comment les femmes peuvent-elles participer au développement ? Mais plutôt : comment définir la nature et évaluer l'importance de l'économie domestique dans l'ensemble de l'économie ? C'est précisément à cause de leur rôle dans l'économie domestique invisible que les femmes sont aux niveaux les plus bas des diverses échelles d'indicateurs de la participation sociale et économique. Il y a à cela des raisons nombreuses et complexes : quand nous nous demandons pourquoi les femmes ne participent pas au développement, ou pourquoi elles occupent des positions si inférieures dans l'échelle sociale, nous ne faisons en réalité que nous interroger sur la nature des institutions et relations sociales et des valeurs culturelles. Tout changement dans les taux de participation des femmes aux activités économiques et sociales (fréquentation des écoles et universités, accès aux diverses professions, etc) exige au préalable des changements parfois profonds dans la structure de la société ; car alors il ne s'agit pas seulement d'une amélioration du statut de la femme mais d'une transformation des rapports sociaux entre hommes et femmes et de certaines institutions de base, — la famille en premier lieu. Il est impossible de comprendre la situation de la femme dans les diverses cultures sans la mettre en relation avec celle de l'homme et sans la replacer dans le cadre des institutions de base où s'inscrivent les rapports sociaux entre les deux sexes.

La situation des femmes dans la société varie d'une culture à l'autre. Dans les sociétés agricoles traditionnelles, où la division du travail entre les sexes n'est pas clairement tranchée, il existe une sorte d'égalité fondamentale entre hommes et femmes, du moins dans le domaine économique. Quand l'agriculture de subsistance passe au niveau commercial, quand elle se tourne vers le marché et les gains pécuniaires, ce sont généralement les hommes qui se chargent des activités économiques — souvent en devenant travailleurs migrants — et la situation des femmes se détériore. Il y a évidemment des exceptions : dans certaines sociétés rurales (en Afrique et aux Antilles par exemple), les femmes prennent une part très active au commerce.

En général, dès qu'un travail manuel est rémunéré, il a une valeur économique, de sorte que tout labeur non rémunéré (les travaux domestiques des femmes par exemple) sera dévalué économiquement et en conséquence, dévalué aussi socialement et culturellement. Si, de surcroît, les indicateurs quantitatifs conçus pour mesurer les rendements de l'économie négligent ces réalités, on comprend que les femmes soient systématiquement déclarées exclues de la participation au développement. La non-participation est une chose ; mais c'en est

Les indicateurs : un outil de la participation au développement

par Erwin S. Solomon

A LA question : " Qu'est-ce qu'un indicateur ? ", la réponse la plus simple serait la suivante : c'est un instrument de mesure ou une information qui *indique* quelque chose. Pour évidente qu'elle paraisse à première vue, cette définition n'en est pas moins complexe. Car indiquer quelque chose implique qu'il y ait au préalable une intention ou un intérêt : ceux-ci supposent à leur tour (irai-je jusqu'à dire " indiquent "?) une valeur ou un objectif les orientant. C'est dire que les indicateurs, de par leur nature, sont plus que de simples états descriptifs (encore qu'ils puissent aussi remplir cette fonction), car ils comportent une certaine approche dynamique liée à un objectif déterminé. Les statistiques sont les principaux éléments constitutifs des indicateurs. Si on les utilise parfois comme de simples indicateurs descriptifs, il reste que ce ne sont pas des indicateurs au sens strict. Prenons une image : les statistiques sont les briques et le ciment servant à construire ces édifices que sont les indicateurs. Matériaux qu'on peut aussi bien employer pour construire une route ou un mur qu'un temple du savoir ou un labyrinthe.

Très souvent, on fait un usage fautif des indicateurs, ce qui peut facilement entraîner des conclusions trompeuses. Prenons comme exemple un indicateur économique bien connu : le Produit National Brut (PNB). Le PNB (ou PNB par habitant) est un indicateur composite qui traduit, en termes monétaires, la valeur des biens de consommation, des services et du commerce. Cependant, on l'utilise souvent abusivement comme indicateur du développement, voire du niveau de vie ou de la qualité de la vie, ce qu'il n'est en aucune façon, même s'il est lié à tous ces aspects.

Les indicateurs, surtout quand ils sont dynamiques, sont des instruments très efficaces pour analyser la vie politique et l'action sociale. Ils se révèlent particulièrement précieux lorsqu'il est question d'améliorer le statut des femmes et leur participation au développement. Au plan de l'analyse, la façon même dont est décrite la situation des femmes dans la société est essentielle pour bien comprendre quelle est leur véritable situation. Au plan politique, les indicateurs employés et le système dans lequel on les conçoit fixeront les limites exactes dans lesquelles une action sociale est possible.

En acceptant, par exemple, d'adopter, comme indicateur valable de la participation des femmes dans la vie active, les statistiques habituelles sur le pourcentage de femmes dans la main d'œuvre, on limite aussitôt la portée de l'analyse et le champ d'action au travail féminin officiel. Dans ce cadre superficiel, pour parvenir à l'égalité entre hommes et femmes, il suffirait que la main d'œuvre féminine atteigne environ 50 %.

Il est donc évident que les indicateurs analytiques et politiques qui reflètent la situation des femmes dans le travail, doivent être bien plus complets et comporter des éléments qui se réfèrent directement à la qualité de l'emploi, à la répartition des emplois féminins par rapport à celle des hommes, aux conditions de travail spécifiques liées au rôle de la femme

Photo © Bulloz, Paris. Collection Stavenhagen

dans la famille et l'économie, etc. Par leur nature même, les indicateurs devraient donc être étroitement associés à tous les aspects du travail féminin.

C'est dire qu'ils sont des instruments potentiels d'action d'une importance décisive. Mais il ne suffit pas de les élaborer et de les comprendre, ils doivent aussi être *utilisés,* et *bien* utilisés, par les analystes, les responsables politiques, les planificateurs et les administrateurs de programmes d'action sociale. A cet égard, on notera que, si l'on peut juger " universelles " bien des préoccupations sociales, à commencer par celles qui sont fondamentales, on ne saurait en faire autant avec les indicateurs qui, en eux-mêmes, n'ont rien d'universel. Non pas qu'ils soient dépourvus de valeur propre — bien au contraire —, car les indicateurs liés à la politique sont orientés vers un but. Il faut donc les élaborer et les employer dans leur contexte socio-économique et socio-culturel. A l'Unesco, aussi bien, nous nous gardons de proposer comme modèle des listes d'indicateurs. Nous préférons coopérer avec les planificateurs et les responsables des politiques des Etats membres pour qu'ils définissent et utilisent eux-mêmes leurs propres indicateurs.

Erwin S. Solomon
Directeur
Division d'analyse socio-économique,
Unesco.

une autre que de rejeter les femmes dans des sphères d'activité qui sont essentielles à l'économie, mais qui, dans des sociétés à domination masculine, sont systématiquement sous-estimées, méprisées, injustement traitées.

La discrimination contre les femmes dans les activités publiques ne se borne certainement pas à telle ou telle région géographique, à telle ou telle zone culturelle ; elle s'exerce dans les pays en développement, et aussi dans les plus développés. Si dans certains cas, elle résulte de très anciennes traditions culturelles, dans d'autres, elle prend des formes psychologiques plus subtiles. Longtemps, dans les pays germaniques, les femmes ont eu à subir le slogan des " Trois K " (*Kinder,* enfants, *Kirche,* église, *Küche,* cuisine). Il est tout à fait remarquable que dans de nombreux pays développés où les femmes accèdent depuis quelques décennies à l'enseignement supérieur et aux diverses professions, elles tendent à se cantonner dans des services que l'on pourrait définir comme une extension de leurs activités domestiques : enseignement primaire, assistance médicale, couture, alimentation, travaux d'entretien, secrétariat, loisirs, et autres tâches subalternes. Là encore, quand on aborde le problème de la participation, il convient d'analyser les types d'emplois auxquels les femmes accèdent le plus facilement et d'étudier la signification sociale de ces activités dans chaque culture en particulier.

On pense généralement que l'égalité des sexes sera acquise lorsque les femmes auront accès, en pleine liberté, à tout ce qui passe traditionnellement pour " métier d'homme ". Mais on parle beaucoup moins d'une égale responsabilité des hommes dans la sphère domestique, comme s'il était admis implicitement que les femmes doivent continuer à se charger de ce domaine, qui serait le leur, en plus de leurs nouvelles activités. Le problème ne serait évidemment pas résolu par un simple échange des rôles qui, dans beaucoup de sociétés, est refusé non seulement par les hommes mais aussi par un grand nombre de femmes, et qui serait en contradiction avec les valeurs culturelles que les enfants apprennent à la maison comme à l'école. A long terme, l'amélioration du statut de la femme dans la société suppose obligatoirement une redéfinition sociale de l'économie domestique de soutien et des fonctions de l'institution familiale. Si cette question est très rarement soulevée quand on proclame " l'intégration des femmes au développement ", c'est une preuve que l'économie domestique demeure cachée.

Avant la croissance de la société moderne, urbaine et industrielle, la famille

"Il est impossible de comprendre la situation de la femme dans les diverses cultures sans la mettre en relation avec celle de l'homme et sans la replacer dans le cadre des institutions de base où s'inscrivent les rapports sociaux entre les deux sexes." Il faut donc redéfinir, dans la sphère familiale aussi bien que professionnelle, la conception traditionnelle des rôles. Pourquoi la jeune présidente (ci-dessous) de l'une des plus grandes firmes cinématographiques du monde serait-elle une exception ? Et pourquoi l'homme n'aurait-il pas une responsabilité égale à celle de la femme dans le domaine de l'activité familiale, comme le suggère ce couple totonaque (art mexicain, 300-800 ans après J.-C.) où l'on voit sourire côte à côte, d'égal à égal, deux divinités de la procréation, l'une masculine, l'autre féminine ?

Photo S. Schapiro © Sygma, Paris

Indicateur socio-économique particulièrement révélateur, l'indicateur relatif à l'éducation peut-être conçu à des fins diverses. Très utile pour mesurer l'accès des femmes à l'éducation, il permet également de suivre l'évolution des mentalités à l'égard de la libération des jeunes filles et des femmes du carcan des préjugés sociaux. Il peut être en outre un indicateur de l'épanouissement personnel et de l'autonomie des femmes. Enfin, il sert à mesurer leur contribution potentielle au développement national. Sur la photo : jeunes filles de Haute Volta.

Photo © Erling Mandelmann, quatrième exposition mondiale de photographies, Stern, Hambourg

"Responsables de soins de la maison, chargées surtout de faire et d'élever des enfants, les femmes jouent un rôle décisif dans l'un des éléments fondamentaux de toute économie : la reproduction de la force de travail." Mais trop souvent, la conception que l'on se fait de la féminité coupe les femmes du monde de la technique, réservée à l'homme, et les enferme dans la relation " naturelle " avec les enfants. Cette dichotomie homme-culture, femme-nature, a pour conséquence d'occulter le rôle biologique de l'homme dans la reproduction et de cantonner encore davantage la femme dans les travaux domestiques.

Poupée et photo Christiane de Casteras et Andrée Marquet

Photo Constantin Manos © Magnum, Paris

"Si Messieurs les célibataires épousaient tous leurs femmes de ménage, les indicateurs signaleraient une diminution de la main d'œuvre féminine et une réduction du revenu national." Ce mot attribué à un éminent économiste souligne l'ambiguité des indicateurs économiques qui incluent la production domestique des femmes dans le PNB (le produit national brut) quand celles-ci sont les femmes de ménage d'un célibataire, mais qui l'excluent lorsque ces femmes de ménage se marient avec le célibataire qui les emploie. Cette occultation de la production domestique des femmes est encore plus scandaleuse quand il s'agit des paysannes du tiers-monde qui contribuent par leur travail à l'alimentation de la famille.

Photo © New China Pictures Co., Pékin

En République populaire de Chine, les femmes représentent actuellement 40 % de la population active. Le nombre de salariées travaillant dans le commerce, l'industrie, les communications et les finances, de trois millions en 1957, atteint aujourd'hui près de 30 millions. S'il y a beaucoup d'"ouvrières modèles" — techniciennes du forge des puits de pétrole, pilote d'avion, ingénieur des ponts et spécialistes de l'électrification à haute tension — nombreuses sont aussi les femmes qui participent à la conduite des affaires nationales et aux activités scientifiques. Sur la photo, une jeune botaniste procède à une pollinisation artificielle dans la commune "Toujours verte", près de Pékin.

Rémunération moyenne des femmes en pourcentage de la rémunération moyenne des hommes dans 19 pays de l'OCDE*, en 1968 et 1977

	1968	1977
Allemagne	69	73
Australie	70 (1972)	82
Autriche	67 (1960)	74
Belgique	67	70
Canada	54 (1961)	50 (1971)
Danemark	74	85
Etats-Unis	66 (1973)	66
France	86 (1972)	86
Grèce	68	70
Irlande	55	61 (1973)
Japon	43 (1960)	56 (1975)
Luxembourg	57	65
Norvège	75	80
Nouvelle-Zélande	70 (1972)	79
Pays-Bas	74	81
Portugal	64 (1974)	73
Royaume-uni	60	72
Suède	78	87
Suisse	64	68

Note : Les chiffres pour l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse sont fondés sur les salaires horaires moyens pratiqués dans les industries non-agricoles qui figurent dans l'Annuaire des statistiques du travail de l'Organisation Internationale du Travail pour 1978; les chiffres pour la Norvège et la Suède sont fondés sur les salaires horaires pratiqués dans les industries manufacturières qui figurent dans le même Annuaire.. Les chiffres pour les Etats-Unis sont des estimations des salaires horaires moyens pratiqués pour les emplois à plein temps ; pour le Canada, il s'agit des salaires correspondant à des emplois à plein temps ; les chiffres empruntés aux rapports nationaux sont les salaires horaires pour la Nouvelle-Zélande, hebdomadaires pour l'Australie, mensuels pour le Japon et le Portugal et annuels pour l'Autriche.

*Organisation de coopération et de développement économiques.

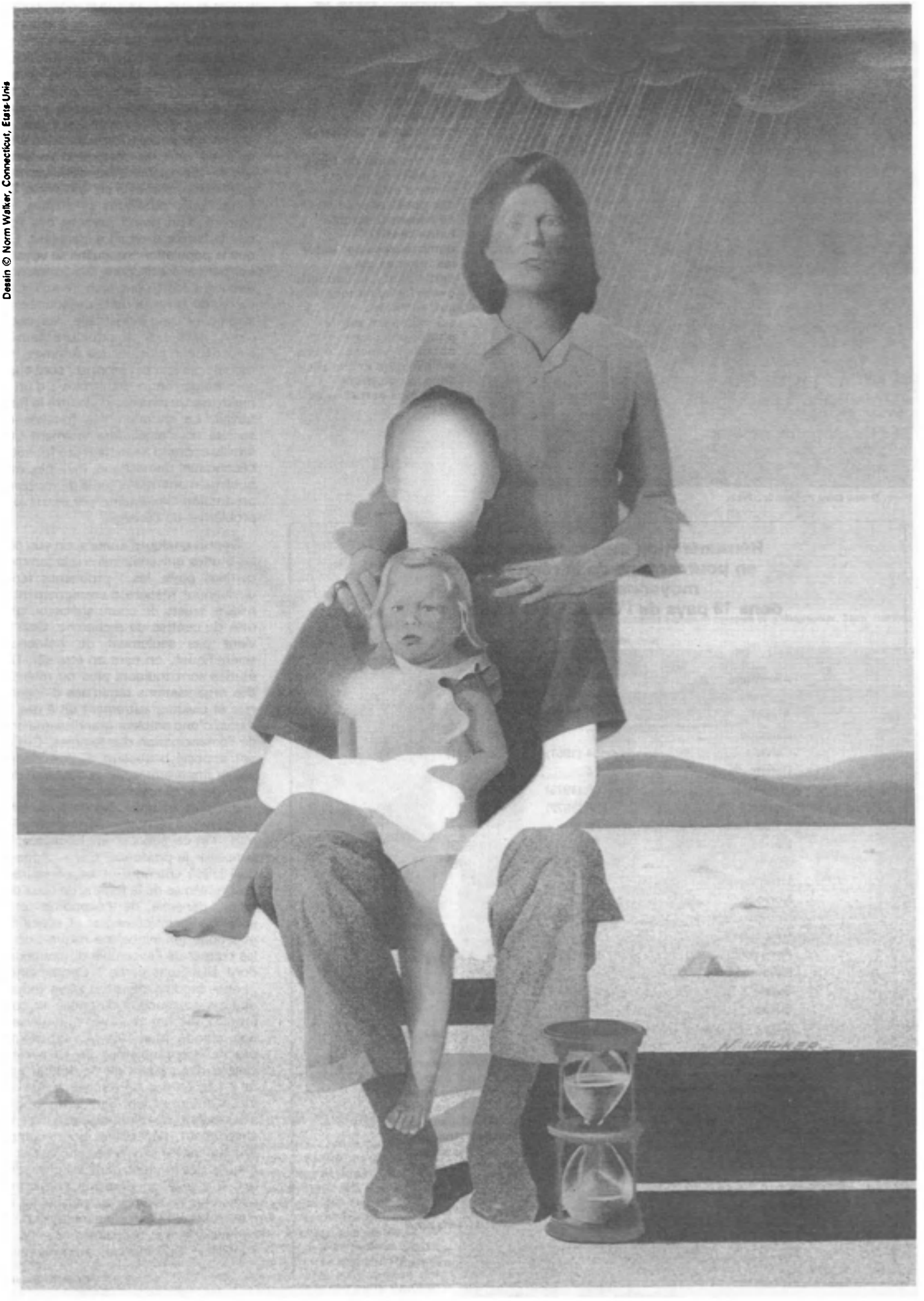
Document © Organisation de Coopération et de Développement économiques, Paris

nombreuse, la famille élargie, était l'institution sociale de base, l'unité économique fondamentale de production et de consommation. Elle avait maintes fonctions sociales : éducation, sécurité, soin des malades et des vieillards, solidarité, intégration à la collectivité, etc. La structure familiale pouvait satisfaire la plupart des besoins de ses membres. C'est encore le cas en bien des régions, surtout dans les zones rurales des pays du tiers-monde, de sorte que sur la planète la majorité, peut-être, des familles jouent encore ces rôles traditionnels. Quoi qu'il en soit, la révolution industrielle a séparé radicalement les activités économiques extérieures et la vie de famille. D'autres institutions, publiques et privées, se sont emparé d'un grand nombre des fonctions que la famille exerçait auparavant. Et tandis que la population masculine se voyait absorber par ces institutions, les femmes demeuraient à l'écart pour prendre soin de ce qui restait du foyer et de la maisonnée. Dans la société urbaine-industrielle, les vieux concepts relatifs à la structure familiale ne s'appliquent plus, et les femmes, selon le modèle qui leur est proposé, sont appelées à se partager entre deux rôles : d'un côté la maîtresse de maison, de l'autre la femme au travail. La situation des femmes dans la société ne s'améliorera vraiment que si la famille apprend à redéfinir ses fonctions et si l'économie domestique invisible est enfin publiquement traitée sur le même plan que la production alimentaire, par exemple, ou les problèmes de l'énergie.

Depuis quelques années, on voit proliférer les études universitaires sur la femme. Dans certains pays, les " problèmes féminins " deviennent matière d'enseignement académique, sujets de cours spéciaux, programmes de centres de recherche. Cela ne provient pas seulement de préoccupations scientifiques, on peut en être sûr. De telles études sont toujours plus ou moins liées à des organisations féminines d'action politique et civique, autrement dit à des mouvements d'une ampleur grandissante en faveur de l'émancipation des femmes. Ces travaux ont apporté beaucoup d'informations neuves et importantes sur la situation des femmes dans diverses sociétés, et ils provoquent partout une crise de conscience des problèmes à résoudre, surtout chez les femmes. Or ce succès, en lui-même, devrait conseiller la prudence. Car — nous l'avons déjà laissé entendre — on ne saurait isoler les problèmes de la femme de ceux de l'évolution générale de l'économie et de la société. En insistant sur la spécificité des questions féminines, ne risque-t-on pas de les couper de l'ensemble du contexte social dont elles font partie ? Certes, une bourgeoise citadine dans un pays industrialisé doit avoir beaucoup de chose en commun, en tant que femme, avec une paysanne du tiers-monde. Mais celle-là n'est-elle pas plus proche des problèmes de sa société ? Et celle-ci des avatars du paysannat en général ? Les études universitaires sur les femmes s'enfermeraient dans un ghetto si elles s'écartaient de l'interdisciplinarité qui est absolument nécessaire pour comprendre pleinement les problèmes sociaux et économiques des femmes dans les diverses cultures. Il y a là un domaine passionnant de recherche et d'analyse, puisqu'il s'agit de mettre au jour dans leur multiplicité et leur complexité les problèmes de la femme " invisible " du monde contemporain.

Rodolfo Stavenhagen

Quand la femme



Dessin © Norm Walker, Connecticut, Etats-Unis

est chef de famille

par Mayra Buvinic, Nadia H. Youssef et Ilsa Schumacher

Si les femmes sont constamment perdantes dans les programmes de développement qui visent à améliorer les conditions de vie des défavorisés dans le monde, c'est en grande partie parce que les recensements, enquêtes et autres données, ne rendent pas compte avec exactitude de leurs activités économiques. Le travail non rémunéré n'est pas compté comme du travail. En outre, dans les pays en développement, les femmes qui travaillent comme salariées tout en s'acquittant des tâches à la maison sont souvent classées dans la catégorie des " ménagères " comme si elles ne faisaient pas partie de la main d'œuvre, si bien qu'en travaillant doublement elles ne comptent pas pour autant comme travailleuses.

Des données de base aussi erronées s'expliquent sans doute par une conception occidentale, bien enracinée, qui enferme les femmes chez elles et réduit leur fonction à l'enfantement et aux tâches ménagères. Les données concernant les femmes en tant que reproductrices (mères et éleveuses) sont beaucoup plus satisfaisantes que celles qui les concernent en tant que productrices économiques. Les politiques de développement ont reflété ces insuffisances et ces déséquilibres, non sans renforcer le principe de " la femme au foyer " : les planificateurs se sont intéressés aux femmes pour leurs fonctions de reproduction et non pas pour les fonctions qu'elles ont dans la production. Et comme leurs activités économiques n'apparaissent pas dans les recensements, les tableaux et les graphiques, les politiques de développement destinées à élever le niveau de vie des défavorisés n'ont pas utilisé les ressources économiques des femmes. Les décideurs n'ont pas compris que des activités économiques féminines inefficaces et sous-rémunérées ne font qu'empirer le triste ensemble du tableau économique du sous-développement. Ils ne se sont pas aperçus non plus que l'accroissement de la productivité féminine est un moyen décisif d'améliorer cette situation.

Visant principalement les femmes en âge d'être mères, les projets de développement en effet, ont surtout cherché à répandre un enseignement sur le planning familial et sur la nutrition. Quand ils se sont souciés de la possibilité d'accroître les revenus des femmes, leur objectif était de diminuer le taux de fécondité plutôt que d'élever le revenu en soi. On pensait que si l'on offrait aux femmes d'autres choix satisfaisants qui retardent le mariage et la maternité, les taux de fécondité baisseraient en conséquence.

La conception occidentale de la " femme au foyer ", chargée de faire et d'élever des enfants, place les femmes dans une structure de famille nucléaire ou l'homme est à la fois le seul pourvoyeur économique et le chef de famille ; il en va de même dans une organisation familiale non occidentale caractérisée par la force de l'esprit de clan et par la suprématie masculine. La famille traditionnelle, dans de nombreux pays non-occidentaux (familles liées ou élargies par exemple), est perçue comme un système d'assistance qui assure la protection psychologique, juridique et économique des femmes du groupe. On considère que leurs droits sont sauvegardés, et que les femmes seront toujours aidées économiquement, qu'elles soient célibataires, mariées, divorcées, veuves ou abandonnées.

En se fondant sur des hypothèses de ce genre et forts d'un manque presque absolu de données, les techniciens du développement n'ont pas envisagé la possibilité d'orienter une partie de l'assistance vers les familles dont les seuls chefs sont des femmes. Et comment s'en étonner ? Quels que soient les doutes qu'elle suscite, l'idée que les hommes sont des pourvoyeurs et des protecteurs de familles nucléaires dans les pays non-occidentaux a toujours la faveur des planificateurs du développement.

Aux Etats-Unis, on a abandonné ce mythe de la famille nucléaire idéale quand on s'est rendu compte que 34 % des foyers, dans les populations minoritaires, et 11 %, dans la population blanche, n'ont d'autres responsables que des femmes. En 1972, 52 % des foyers de la première catégorie, 11 % de ceux de la seconde se situaient au-dessous du seuil de pauvreté, contre 5 % seulement parmi les familles ayant pour chef un homme adulte. De nouvelles données ont montré que ce phénomène n'est pas propre aux Etats-Unis, loin de là. Dans plusieurs îles des Caraïbes, la proportion des foyers dont le chef de famille est une femme atteint 35 % ; au Brésil, cette proportion a doublé entre 1960 et 1970, au Maroc elle a augmenté de 33 %. Sur la base des recensements effectués dans 74 pays en développement, nous avons calculé le pourcentage global des femmes adultes qui, en raison de leur statut familial-marital actuel, sont des chefs de foyer " potentiels " (ce groupe comprend toutes celles qui sont veuves, divorcées, séparées ou mères célibataires).

Le pourcentage des femmes chefs de famille potentiels par rapport au total des chefs de famille potentiels (c'est-à-dire les femmes citées ci-dessus, plus les hommes non célibataires et âgés de plus de vingt ans) varie selon les pays entre 10 % et 48 % ; la moyenne pour les 74 pays en question est de 18 %. La proportion pourrait être de 18 % en Inde, de 23 % en Indonésie, d'environ 46 % au Botswana, de 18 % au Kenya, de 15 % en Iran.

Chefs de famille, ces femmes ont souvent l'entière responsabilité d'assurer le bien-être social et économique des personnes vivant à leur foyer. Or il apparaît que ce sont elles qui ont les plus maigres ressources et, bien souvent, qui perçoivent les plus bas salaires. Des données internationales récentes nous font penser que les familles de ces femmes forment une grande partie de la population pauvre, dans tous les pays (en Asie, en Amérique centrale et en Amérique du sud, en Afrique du nord comme au sud du Sahara), et qu'elles sont probablement les plus pauvres de toutes.

A Santiago du Chili, une enquête menée en 1973 dans les bidonvilles montrait que 29 % des femmes chefs de famille se trouvaient dans la catégorie des plus bas salaires, la proportion n'étant que de 10 % pour les hommes. De même à Guayaquil en Equateur : 37,5 % dans le cas des femmes, 17 % dans celui des hommes chefs de famille. Au Brésil, à Belo Horizonte, un sondage indique que 41 % des foyers dont la seule responsable est une femme en sont au niveau de l'indigence, ce qui n'est le cas que de 26 % des foyers dotés de chefs de famille masculins.

De surcroît, si l'on considère uniquement les foyers dont les responsables sont des femmes très jeunes, ou divorcées, ou séparées, la proportion des indigents atteint 60 %. Ailleurs, des enquêtes analogues apportent les mêmes résultats, au Botswana par exemple, ou aux Caraïbes. Dans cette dernière région, où l'on a étudié 15 pays appartenant au Commonwealth, 59 % des femmes chefs de famille (contre 21 % des hommes) ne déclarent aucun revenu. En revanche, 54 % des hommes mariés gagnent mille dollars par mois ou davantage ; 13 % seulement des femmes seules et chargées de famille ont un pareil revenu. on le voit : le nombre croissant des foyers ne dépendant que de femmes, et la situation de pauvreté dans laquelle ils se trouvent, dans les pays en développement, soulignent, de façon criante, la nécessité de réviser les statistiques officielles que l'on utilise dans la planification.

Dans les pays industrialisés occidentaux, le divorce est évidemment la principale cause de cette augmentation du nombre des femmes chefs de famille. Dans beaucoup d'autres pays, c'est l'émigration ; dans le cas de la Turquie, de l'Algérie, du Maroc, de l'Italie du sud, etc : départ de la main d'œuvre masculine — mais aussi féminine — pour les centres industriels d'Europe ; dans le cas de l'Afrique au sud du Sahara, émigration des hommes vers les villes. En Afrique du sud et en Zambie, les hommes vont travailler aux mines, et laissent leurs familles au village. En Amérique du sud et en Amérique centrale, l'exode rural multiplie souvent le nombre de femmes chefs de famille ; en outre, l'extrême instabilité des unions fait que beaucoup de femmes sont abandonnées avec leurs enfants et vivent dans la pauvreté.

MAYRA BUVINIC, *du Chili,* **NADIA H. YOUSSEF,** *d'Egypte, et* **ILSA SCHUMACHER,** *des Etats-Unis, sont respectivement directrice, directrice de recherche et chargée de recherche du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), à Washington D.C., aux Etats-Unis. Cet article est tiré d'une étude intitulée " Les femmes chefs de famille : un facteur ignoré dans la planification du développement ", et subventionnée par l'Agence pour le développement international.*

Photo Maximilien Bruggmann © La Spirale, Suisse

Femmes péruviennes vendant leurs produits au marché de Chincheros, près de Cuzco. Dans les pays en développement, les femmes, tout en assurant l'entretien du foyer, jouent un rôle très actif dans certains secteurs économiques importants, en particulier dans la culture et la vente de produits agricoles. Mais ces activités, difficiles à mesurer, marginales par rapport au secteur économique officiel, n'apparaissent dans aucune statistique comme une contribution à l'économie nationale. Aussi les planificateurs du développement ont-ils tendance à considérer cette contribution des femmes simplement comme complémentaire ou facultative. C'est aux hommes qu'ils s'efforcent de procurer un travail plus rémunéré et plus productif, en prétextant que les emplois masculins permettent de pourvoir aux besoins de toute la famille. Ainsi ne prête-t-on aucune aide à ceux qui en ont le plus besoin, à savoir ces familles dont le chef est une femme et qui forment, dans tous les pays, la plus grande partie de la population pauvre.

Dans certaines contrées du Moyen-Orient, on voit apparaître, entre les pressions économiques de plus en plus fortes et la persistance des obligations traditionnelles, de véritables conflits qui empêchent les groupes familiaux de donner aux femmes la protection " idéalement " et même légalement prescrite. Bien souvent, le chômage et la marginalité interdisent aux hommes d'assurer le soutien économique des femmes de leur parenté, ce qui contribue à rompre la famille élargie.

On se trouve ainsi en présence de deux phénomènes qui devraient réorienter les objectifs du développement en faveur des foyers dont seules des femmes sont responsables : d'une part le nombre croissant de femmes chefs de famille dans les milieux défavorisés et, de l'autre, le fait que leurs activités productives, dont les recensements et la planification ne tiennent aucun compte, sont, pour la plupart, marginales, peu efficaces et sous-rémunérées. Certains se sont déjà demandé si, en suivant la " stratégie des besoins fondamentaux ", les planificateurs n'allaient pas risquer de procurer de meilleurs emplois aux hommes sans travail ou sous-employés, en laissant les femmes, actuellement surchargées de travail et négligées, à leurs emplois improductifs et sous-rémunérés. La question devient extrêmement préoccupante quand l'argument classique selon lequel la paye de l'homme profite à toute la famille est manifestement inapplicable. C'est le cas dès qu'il s'agit d'une famille dont le chef est une femme.

Tout effort d'assistance destiné aux femmes chargées de famille aura des effets positifs sur le développement économique des pays non-industrialisés si, avant toute chose, il procure à ces femmes de bonnes facilités de formation et d'emploi. Tout accroissement de la capacité de production de cette catégorie de travailleuses aidera l'économie du pays à brève échéance. Et à longue échéance, si l'on pense aux enfants dont les mères, chefs de famille, bénéficieront de revenus plus élevés, cette augmentation aura une influence déterminante sur l'économie en préparant pour l'avenir une main d'œuvre mieux qualifiée.

Mayra Buvinic, Nadia H. Youssef et Ilsa Schumacher

La double oppression des femmes sous l'apartheid

par Frene Ginwala et Shirley Mashiane

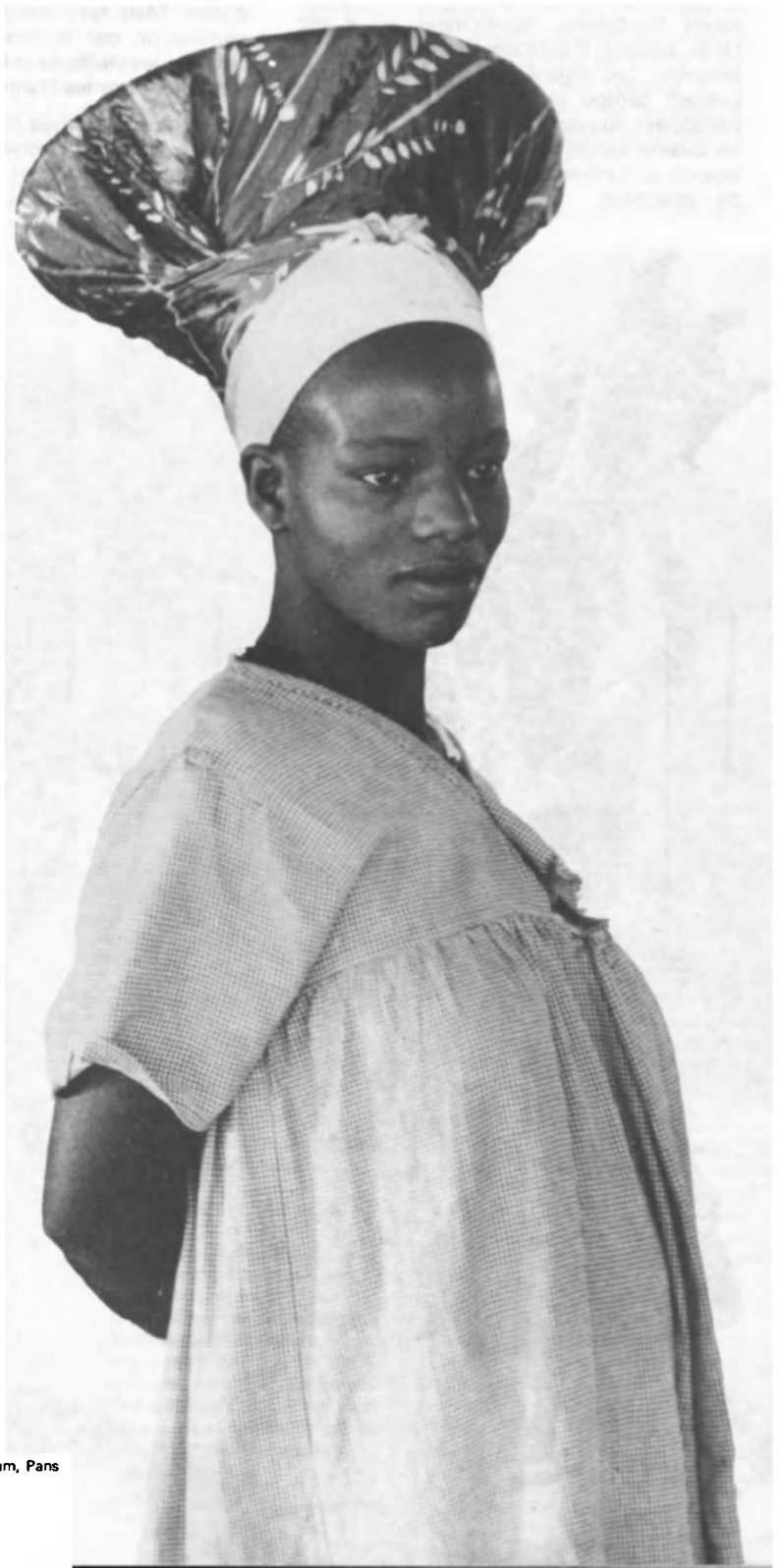


Photo Eve Arnold © Magnum, Pans

LES horreurs de l'apartheid pèsent sur tous les Noirs d'Afrique du Sud, mais c'est pour les femmes qu'elles sont le plus brutales. Noire dans un pays de discrimination raciale, travailleuse dans un système qui dépend de la main d'œuvre bon marché et qui est donc structuré pour la fournir, femme dans une société dirigée et dominée par les hommes, l'Africaine est reléguée au plus bas de l'échelle de l'oppression.

Mais l'expérience même de l'apartheid dont elles subissent l'effet de plein fouet, la manière dont elle emprisonne et harcèle leur existence, la négation de la vie de famille, le travail surveillé, le droit de circuler limité, le statut de subordination, la pauvreté, la lutte pour la vie dans un dédale de lois, de règlements, de restrictions, d'autorisations et de refus, toutes ces formes d'oppression ont eu pour conséquence d'éveiller la conscience politique des Noires d'Afrique du Sud.

Dans le système juridique sud-africain, les femmes africaines dépendent des Africains, lesquels n'ont aucun droit. Le code du Natal impose aux femmes le statut de mineures à perpétuité. Quel que soit son âge, son degré d'éducation, son niveau économique, une femme ne peut ni posséder, ni hériter, ni signer un contrat, ni obtenir un crédit. Elle sera toujours placée sous la tutelle de son père, de son mari ou d'un autre parent masculin. D'ailleurs, d'après la loi coutumière, le patrimoine n'est généralement transmis qu'aux hommes. Dans d'autres parties de l'Afrique du Sud, la législation contient des clauses analogues. Dans les zones réservées aux Africains, la terre n'est jamais allouée aux femmes.

A la campagne, où les femmes sont devenues chefs de famille à cause de l'exode de la main d'œuvre masculine, elles peuvent seulement prendre soin au jour le jour du bien ou de la terre qu'ont laissés leurs maris, mais toute décision appartient à ceux-ci.

En ville, pour avoir un toit, les femmes dépendent des hommes. Les Africaines n'ont pas droit au logement et il leur est interdit d'être officiellement locataires d'une maison. Si elles sont veuves, divorcées ou abandonnées, leur maintien dans les lieux n'est pas automatique. Comme toutes femmes seules, elles n'ont le choix, si elles peuvent choisir, qu'entre une chambre en sous-location et une chambre dans un hôtel pour célibataires.

Dans les régions ou une Africaine est perçue comme individu, séparément d'un parent masculin, père, mari, fils ou frère, le système de l'apartheid fonctionne encore à ses dépens. En effet, pour l'apartheid, la famille africaine n'existe pas en tant qu'unité. Les Africains n'ont pas droit aux avantages fiscaux des personnes mariées avec charges de famille. Qu'il s'agisse de résidence ou de déplacements à l'intérieur du pays, les Africains des deux sexes sont considérés comme des individus isolés. Dans tout ce que l'on appelle " Afrique du Sud blanche " (87 % du territoire) chaque membre d'une famille africaine — la mère, le père, les enfants au dessus de seize ans — doit prouver séparément qu'il a un emploi

FRENE GINWALA, *d'Afrique du sud, avocate et écrivain, vit en exil à Londres;* **SHIRLEY MASHIANE,** *une sud-africaine qui a adopté la nationalité britannique, est chargée de cours d'études sociales dans un collège technique de Liverpool. Toutes deux sont membres du Congrès national africain.*

pour avoir le droit de résider dans la région. Et même si deux ou plusieurs membres d'une famille ont obtenu ce " droit ", il ne s'ensuit pas qu'ils soient autorisés à vivre ensemble en tant que famille.

Dans le reste du territoire (13 %), où la législation des Blancs ne rend pas illégale la vie de famille des Noirs, il y a peu de terres, les lopins disponibles sont érodés, les possibilités d'emploi infimes. Le système mis au point pour fournir une main d'œuvre au rabais a pour résultat de briser les foyers, puisque les demandeurs d'emploi luttent entre eux comme avec la bureaucratie de la main d'œuvre pour gagner le " droit " d'aller travailler individuellement en territoire " blanc ". C'est alors à la femme qu'incombent toutes les tâches, non seulement de reproduire la force de travail, mais aussi d'assurer son existence, celle de ses enfants, et celle des vieillards, des malades et des handicapés.

Dans les sociétés pré-coloniales, les femmes étaient ordinairement soumises à l'autorité des chefs de tribu, de clan et de famille. La division du travail, tout en suivant les distinctions de sexe, n'avait pas simplement un fondement biologique, et n'était pas non plus égalitaire. Mais les sociétés traditionnelles donnaient aux femmes l'assurance d'être respectées et protégées. Les lois colonialistes, puis le système de l'apartheid ont libéré la société de toute responsabilité à leur égard, elles leur ont refusé la protection et la sécurité, tout en consacrant plus profondément que jamais leur impuissance.

Les Bantoustans reflètent, comme dans un miroir, les structures politiques, antidémocratiques et vouées à la domination masculine qu'a établies le pouvoir blanc. On y ressuscite certains des aspects de la société " traditionnelle ", en dehors de leur contexte historique et social. La première loi du Bantoustan de Gazankulu a institué la polygamie. Le Transkei a introduit aussi la polygamie en même temps que les châtiments corporels pour les filles. Exemple frappant de l'arbitraire, dans cet Etat : une femme ministre, Stella Sigcau, a été chassée de son poste sous prétexte qu'elle était enceinte, et non mariée.

Les dirigeants des Bantoustans collaborent à la réimplantation d'industries qui emploient une forte main d'œuvre dans des zones frontalières déterminées où il est facile, surtout, d'exploiter une main d'œuvre féminine. Les organismes pour le développement bantou et certains fonctionnaires participent souvent à de telles entreprises : les salaires versés sont dérisoires, même par rapport au barême en vigueur dans le régime de l'apartheid.

Le système d'éducation des Bantoustans veut évidemment perpétuer le " rôle traditionnel " de la femme. Les possibilités de formation offertes aux Africains en général sont très limitées ; pour les filles, elles se bornent à l'enseignement ménager. Au reste, dès qu'elles sont mariées, les femmes ne peuvent être employées ni dans la fonction publique ni dans les universités tribales.

Pour une femme reléguée dans une zone rurale, il s'agit d'abord de trouver des moyens de subsister et de nourrir ses enfants et ses parents, ce qui, au cours des dernières années, est devenu de plus en plus difficile. En désignant les Bantoustans comme des pays " étrangers ", on a reporté toutes les charges familiales (nourriture, logement, éducation, soin des personnes âgées) sur des économies qui ne sont même pas viables et qui ne sauraient faire vivre la population. Dans les territoires " blancs ", les unités de main d'œuvre ont le droit d'entrer et de demeurer tant qu'on a besoin d'elles. Mais les " accessoires superflus ", comme on ose nommer les femmes, les enfants, les vieillards et les malades, doivent retourner dans les Bantoustans et y rester.

Les mesures prises sans répit pour chasser les Noirs des zones urbaines et pour déplacer arbitrairement les collectivités ont abouti à déraciner plus de trois millions de

personnes. A cela s'ajoute l'expulsion de tout une main d'œuvre paysanne par suite de la mécanisation de l'agriculture chez les propriétaires blancs. De plus en plus, on pousse les gens dans des régions où la terre ne peut pas faire vivre la population existante et où les possibilités d'emploi sont extrêmement rares. Au KwaZulu, on cherche des terrains pour installer 300 000 personnes. En moins de dix ans, la population fixe du QuaQua est passée de 24 000 à plus de 200 000 habitants.

On atteint ainsi des chiffres énormes, et les conséquences sont d'autant plus effrayantes que ces " réinstallations " signifient simplement que l'on entasse des gens en rase campagne. La population des terres infertiles augmente donc constamment, en même temps que s'alourdissent les fardeaux qui pèsent sur les femmes.

Légalement, celles-ci ne peuvent plus se rendre dans les zones urbaines pour y trouver un emploi. Leurs seules possibilités sont dans les deux secteurs offrant à la fois les plus bas salaires et l'exploitation la plus grande : l'agriculture et les industries installées dans les " zones frontalières " où les entreprises ne sont même pas soumises aux rares mesures de protection qui existent pour les ouvriers noirs dans le régime de l'apartheid.

Plutôt que d'accepter de tels emplois, beaucoup de femmes bravent les interdits et pénètrent illégalement dans les zones urbaines. Certaines rejoignent leurs maris et essayent d'établir tant bien que mal une vie de famille dans les bidonvilles. D'autres parviennent à trouver du travail. Quant aux rafles, aux arrestations, à la prison, aux amendes, toutes considèrent que c'est le prix à payer pour survivre dans les territoires de l'apartheid. L'an dernier, 20 290 femmes ont été arrêtées pour avoir contrevenu à la législation de l'immigration interne. En effet, malgré les mois qu'elles doivent passer en prison chaque année, elles se tirent mieux d'affaire qu'en restant dans les régions rurales. D'après une enquête dont les résultats ont été publiés l'an dernier par le *Financial Mail,* un travailleur du Ciskei qui travaille illégalement à Pietermaritzburg pendant neuf mois et passe les trois autres mois en prison élève son niveau de vie de 702,7 %. En restant neuf mois en prison et en travaillant illégalement à Pretoria trois mois, un ouvrier du Boputhatswana améliore encore ses revenus de 28,5 %. Et l'avantage est de 170 % pour un travailleur originaire du Lebowa si, à Johannesburg, son temps est également partagé entre le travail illégal et la prison. *(Financial Mail,* 12 octobre 1979).

Pour les femmes, qui gagnent moins que les hommes, l'amélioration est évidemment plus faible. Mais on peut évaluer ce que sont réellement les conditions économiques dans les Bantoustans si l'on songe que même lorsqu'ils ont relevé leur niveau de vie de 700 %, la majorité des travailleurs dans les zones urbaines ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, et que les salaires des femmes sont encore plus bas.

Des femmes, dans les Bantoustans, grattent véritablement la terre sèche dans l'espoir d'y trouver quelque nourriture. D'autres triment dans les champs ou les usines des zones voisines pour un salaire de misère. Des dizaines de milliers d'autres vivent aussi avec leur famille et trouvent du travail au mépris des lois de l'apartheid.

L'année dernière, 20 290 femmes ont été arrêtées pour avoir violé les lois limitant l'entrée et la résidence dans les zones urbaines (*Rand Daily Mail*, 4 mars 1980). Dans les villes, les maris et les enfants sont maintenus illégalement dans des quartiers pour "célibataires". Les hommes et les femmes que les réglementations de l'apartheid condamnent à vivre comme des "célibataires" vont s'installer dans les bidonvilles. Des communautés ainsi implantées de longue date, puis déplacées arbitrairement, se reforment sur leur emplacement d'origine et vivent dans des conditions illégales.

"Pour une femme reléguée dans une zone rurale, il s'agit d'abord de trouver des moyens de subsister et de nourrir ses enfants et ses parents. En désignant les Bantoustans comme des pays 'étrangers', on a reporté toutes les charges familiales (nourriture, logement, éducation, soin des personnes âgées) sur des économies qui ne sont même pas viables et qui ne sauraient faire vivre la population."

Photo John Seymour © Panimage, Paris

"La plupart des femmes qui travaillent dans les zones urbaines sont employées comme domestiques. Bien souvent leurs employeurs les logent au fond du jardin mais ne leur permettent pas d'héberger leurs maris et leurs enfants... Aucune législation sociale ne protège ces employées de maison auxquelles l'on verse des gages extrêmement bas."

Photo Abbar © Gamma, Paris

Quoi qu'il en soit, on continue à lutter pour vivre ensemble là où on veut, et pour prendre les emplois qui se présentent, au mépris des réglementations de l'Etat. Les femmes de la population Barolong se sont obstinées à retourner au village de Majeng d'où on les avait expulsées. Le premier groupe a été arrêté et condamné pour violation de la loi ; le second a été déporté dans une zone nouvelle, Vaalboschhoek. En revenant encore et en se laissant arrêter, un troisième groupe a réussi à faire reconnaître ses revendications et à obtenir des autorités la décision de trouver une localité de recasement plus convenable.

A Crossroads, la résistance a pris une ampleur impressionnante. Qualifié de bidonville, Crossroads s'est affirmé comme une véritable commune à l'intérieur de laquelle les liens sont d'autant plus forts que les habitants sont unis dans la volonté de demeurer sur place. Face aux menaces d'expulsion, un Comité des Femmes a réussi à mobiliser la population et à se procurer un soutien national et même international. Pour montrer la volonté de permanence de la collectivité, elles ont fondé une école. Elles ont organisé des tours de veille pour empêcher les démolitions subreptices ; elles se sont présentées en groupe pour mieux affronter la police et les équipes de démolition. Assises dans les champs, elles exigeaient d'être arrêtées en groupe. Assises devant les bulldozers, elles refusaient de bouger. Lutte qu'elles ont portée au théâtre en écrivant une pièce qu'elles ont jouée dans toute l'Afrique du Sud et qui a été montrée à la télévision en Europe et aux Etats-Unis. Elles n'ont pas encore gagné le droit à la résidence permanente ; mais voilà quatre ans que la justice est saisie d'une demande d'expulsion qui frapperait plus de 10 000 personnes, et Crossroads est toujours là, personne n'est parti.

Il y a des femmes, en petit nombre, que l'on autorise à vivre légalement dans les zones urbaines parce qu'elles étaient employées avant les mesures d'interdiction absolue. Pour la plupart, ce sont des domestiques. Bien souvent, leurs employeurs les logent au fond du jardin mais ne leur permettent pas d'héberger leurs maris et leurs enfants. C'est une clause qui figure dans le contrat de travail que la domestique doit signer, et dont la violation entraîne la rupture du contrat.

Aucune législation sociale ne protège ces employées de maison, à qui l'on verse des gages extrêmement bas. Plus de 60 % des Africaines qui ont une activité économique travaillent comme domestiques ou comme ouvrières agricoles dans des secteurs où n'existent ni salaire minimum ni garanties contre le chômage.

Mais, dans tous les secteurs de l'économie, elles gagnent en moyenne moins de la moitié de ce que gagnent les hommes ; leur paye ne dépasse pas 8 % du salaire moyen des ouvriers blancs. Les lois sur les salaires *(Industrial Conciliation and Wage Acts)* autorisent les différences fondées sur le sexe, et dans plus de 240 catégories d'emploi les salaires minima des hommes sont fixés à un taux plus élevé que ceux des femmes. *(Financial Mail,* 18 mai 1979).

Dans ces conditions, on comprend que les entreprises qui utilisent beaucoup de main d'œuvre préfèrent souvent employer des Africaines. Celles-ci sont de plus en plus nombreuses dans les manufactures, et il arrive que les patrons leur donnent les postes des hommes. Un bon exemple de ce progrès dans l'exploitation d'une main d'œuvre de moins en moins coûteuse est celui de l'industrie textile au Natal. Au début, les ouvriers étaient principalement des métis et des Indiens. Vers 1930, on embauchait des femmes d'origine européenne, que l'on remplaça dix ans plus tard par des Indiennes, des métisses et des ouvriers noirs. Ces derniers formaient la majorité dans les années 50, mais peu à peu on se mit à engager des Africaines, et aujourd'hui les femmes, parmi lesquelles les Noires sont les plus nombreuses, constituent 70 % de la main d'œuvre.

Les réglementations de l'apartheid sont parfaitement logiques : le système est conçu pour perpétuer l'existence d'une main d'œuvre facile à exploiter. La dépendance juridique des femmes, les migrations de la main d'œuvre, la paupérisation des campagnes, la précarité du statut qu'une femme peut acquérir et le refus de l'unité familiale des Noirs, tout conspire à créer une situation de déséquilibre et d'insécurité, et à faire des Africaines les manœuvres les moins onéreuses du système.

Il ne faut pas oublier que chez les Blancs, en Afrique du Sud, la société est également dominée par les hommes. Même dans les classes privilégiées, les femmes brillent par leur absence dans tous les organismes de décision. Bien que leur émancipation date de 1930, il n'y a aujourd'hui que deux femmes au parlement (entièrement blanc), et aucune au gouvernement. Le *Broederbond,* qui manipule tous les organes du pouvoir dans le pays, n'accepte pas les femmes ; on n'en trouve aucune aux échelons supérieurs du Parti National.

Pas de femme non plus au conseil d'admi-

Ci-dessus, membres de la Ligue féminine du Congrès national africain devant un poste de contrôle des permis de circulation. Les femmes ont joué un rôle déterminant dans la lutte pour la libération. L'une de ses figures marquantes, Lilian Ngoyi, présidente de la Ligue féminine dans les années 50, est morte en mars dernier après avoir vécu seize années consécutives en résidence surveillée, c'est-à-dire en étant privée du droit d'écrire, de parler en public ou de rencontrer plus d'une personne à la fois. Le Congrès national africain (ANC) est le mouvement de libération le plus ancien de l'Afrique du sud. Depuis sa fondation, en 1912, il a prôné l'égalité entre les noirs et les blancs, et l'instauration d'un régime démocratique et non raciste. Pendant cinquante ans il a essayé d'obtenir des changements par la voie pacifique. Son président, Albert Luthuli, fut le premier Africain à recevoir la distinction du Prix Nobel de la Paix en 1961. L'ANC fut interdit en 1960 après les massacres de Sharpeville au cours desquels la police tira sur les manifestants pacifiques, faisant 69 victimes. Le gouvernement décréta dans le pays l'état d'urgence et des milliers de personnes furent arrêtées. Pour réagir contre la violence permanente des autorités et convaincu désormais que la résistance pacifique était vaine, l'ANC choisit la clandestinité et mit sur pied une organisation militaire : l'*Umkhonto We Sizwe,* la "Lance de la Nation." Beaucoup de dirigeants de l'ANC, dont Nelson Mandela, ont été condamnés à la prison à vie. La Charte des libertés, approuvée il y a 25 ans, ratifie le programme de l'ANC : elle déclare que l'Afrique du sud appartient à tous ceux qui vivent sur son territoire et réclame l'abolition de la discrimination fondée sur la race ou le sexe et la redistribution des terres et des richesses. A droite, vue du bidonville de Crossroads, près de Cape Town. Pendant quatre ans, les femmes de Crossroads ont résisté aux tentatives du gouvernement sud-africain pour déloger les 10 000 habitants de cette implantation provisoire.

Photo Govender © A.N.C., Londres

nistration de l'*Anglo-American Corporation,* ni à la direction des grandes entreprises industrielles, minières ou financières. D'ailleurs, les Blanches sont également victimes de l'inégalité des salaires. Elles gagnent en moyenne 44 % du salaire des hommes, et les secteurs d'emploi où on les trouve — dans les entreprises pour Blancs — sont ceux qui ont les barèmes de traitements les plus bas.

Mais, par comparaison avec les Noires, les Blanches sont assurément des privilégiées. Nulle part au monde elles ne sont comme ici dégagées des tâches domestiques et de la responsabilité du ménage. Et surtout, elles ont juridiquement tous les droits qui leur permettraient de bâtir peu à peu une société plus égalitaire. Or elles ne s'en sont pas servi. Douillettement retranchées dans leur confort, elles sont — en général — restées aveugles à l'oppression que subissent les Noires, et ne voient même pas qu'elles sont opprimées elle-mêmes.

Il y a des exceptions : des Blanches ont compris les causes de l'oppression en Afrique du Sud et s'en sont préoccupées. Parmi les Afrikaner, des femmes appartenant à la classe ouvrière blanche la plus exploitée ont pris part à l'organisation de syndicats interraciaux. D'autre part, des Blanches, en petit nombre, comprennent la nature de l'apartheid et travaillent avec le mouvement de libération.

Mais la majorité s'enferme dans ses privilèges. Même quand elles voient plus loin, elles s'arrêtent aux symptômes sans chercher les causes. Elles forment des groupes et des organisations qui refusent la politique, sans s'apercevoir que le pouvoir politique est à la base du problème. Elles prêchent la paix, sans comprendre que c'est d'abord la justice qui est refusée et qu'un peuple a le droit de se battre pour l'obtenir. D'une main elles cherchent le contact par dessus les barrières de race, de l'autre elles soutiennent le développement séparé des races.

Elles font des efforts de charité, elles veulent apporter une aide humanitaire à ceux qui souffrent. Elles s'affairent à rendre plus confortables les " quartiers d'esclaves " de leur environnement immédiat, au lieu de s'attaquer à la racine des souffrances des Noirs : l'apartheid. Nous ne voulons certes pas nier la contribution qu'elles apportent au soulagement des miséreux. Mais il faut bien distinguer entre ces organisations et celles qui cherchent l'émancipation des opprimés, entre ces efforts et la lutte de libération.

Les Sud-Africaines savent qu'elles ne sont pas opprimées par les hommes, mais par le système de l'apartheid. Elles ne demandent pas une libération qui leur donnerait le droit de subir l'oppression à égalité avec leurs maris. Pour elles, la lutte de libération est celle qui doit libérer tous les Sud-Africains, hommes et femmes, noirs et blancs, du système de l'apartheid.

Cela ne veut pas dire que la suppression de l'apartheid éliminera automatiquement l'oppression des femmes, ni qu'après la libération nationale il faudrait engager un nouveau combat de libération féminine. Non, pour les femmes ce sont plutôt deux problèmes inextricablement mêlés. Car au cours de la lutte de libération, une grande question se pose et il faudra y répondre : f e la victoire sur l'apartheid quel type de société doit sortir ?

La Charte des Libertés reflète les aspirations des opprimés d'Afrique du Sud et sert de programme au mouvement de libération nationale. Elle prévoit expressément l'égalité des droits juridiques, politiques et économiques des hommes et des femmes. Les objectifs d'une lutte de libération sont toujours précisés dans le processus même de cette lutte. Mais c'est aussi dans ce processus que se forment les attitudes fondamentales qui permettent d'atteindre les dits objectifs. Ainsi, dans la mesure où les femmes participent à la lutte, elles auront l'influence nécessaire pour déterminer leur statut et leur rôle dans la société nouvelle et pour prendre part à l'édification des structures égalitaires d'une Afrique du Sud libre.

La lutte de libération du peuple d'Afrique du Sud bénéficie d'un soutien international considérable. Dans leurs domaines de compétence, les organisations non-gouvernementales s'efforcent d'isoler le régime de Pretoria. Elles ont reconnu que les sanctions économiques à infliger à ce régime, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies, constituent la mesure la plus efficace que puisse prendre la communauté internationale pour appuyer la lutte de libération ; nationalement et internationalement, elles font campagne en faveur de ces mesures.

De même que de nombreux gouvernements, les institutions internationales procurent aussi une assistance directe au mouvement de libération. L'assistance est en effet indispensable et il y a lieu de l'orienter tout spécialement vers les femmes, afin de les aider à surmonter les obstacles particuliers que l'apartheid leur oppose et à participer pleinement au combat pour la liberté et pour la démocratie.

Frene Ginwala et Shirley Mashiane

Photo Eckhard Supp © Rapho, Paris

Les femmes

LES FEMMES SONT DES ÊTRES HUMAINS

" L'émancipation des femmes n'a sa place que dans le cadre d'une émancipation de la société dans son ensemble. Je ne crois pas que l'émancipation des femmes (à supposer qu'elle soit possible) soit suffisante en soi. J'abolirais, quant à moi, tous les types d'oppression, qu'il s'agisse des hommes, des femmes ou des classes sociales. Mais les femmes doivent s'instruire si elles veulent progresser. Savez-vous ce qui manque le plus aux femmes ? La conscience, la conscience profonde et la conviction qu'elles sont des êtres humains. "

Une Egyptienne, écrivain et dramaturge, âgée de 44 ans

LES FEMMES PRÉPARENT L'AVENIR

" Je ferais faire *plus* d'études aux femmes qu'aux hommes. Les femmes mettent les enfants au monde et les élèvent : ce sont elles qui préparent l'avenir. Comment pourrait-il être bon si les femmes sont ignorantes ? "

Une indienne zapotèque semi-analphabète

ETRE UNE FEMME EST UN PÉCHÉ

"J'aurais préféré être un homme ; naître femme est un péché. Etre un homme est un privilège. Les personnes qui ont fait le bien dans leur vie — du moins qui n'ont pas fait le mal — pourront renaître hommes. Si hommes et femmes reçoivent la même éducation, il n'y a pas vraiment de différence entre eux — ce que font les hommes, je sais que les femmes peuvent aussi le faire —, mais, de toute façon, naître homme reste un privilège. "

Une femme de Sri Lanka âgée de 45 ans

UN HÉROS NATIONAL

" Savez-vous à qui je dresserais une statue dans ce pays ? A la femme qui travaille. La femme qui travaille est un héros national car elle va d'abord à l'école, puis à l'université où elle obtient un diplôme. Et, en outre, elle travaille, elle a un emploi, elle travaille exactement comme un homme. Dans les champs aussi, à côté de son mari, la paysanne travaille dur, sept heures par jour. Rentrée à la maison, elle doit assumer à cent pour cent le rôle de femme au foyer : faire la cuisine, le ménage, laver, s'occuper des enfants. Une femme accomplit donc un double travail, ce dont un homme ne serait jamais capable. "

La directrice d'une maison d'édition égyptienne

PLUTÔT UNE EXCEPTION

" En Tunisie, je crois qu'on me considère plutôt comme une exception. C'est l'impression qu'ont mes parents et mes enfants quand ils me comparent à d'autres mères. Mon mari est très actif, et moi aussi. Mes enfants ont protesté quand j'ai accepté d'être présidente de l'Union des femmes. Ils en avaient assez. Pour eux, nous étions tous les deux trop politisés, trop actifs. Mes enfants voudraient que je sois seulement une mère. Quand je lis le journal à table, ils disent : " Ça y est. C'est la fin de tout. Tu es devenue comme papa. "

La Présidente de l'Union nationale des femmes tunisiennes

TANT DE CHOSES A FAIRE

" Les femmes, vous savez, sont plus douées que les hommes. Ce qui se passe, c'est que l'on rend plus facilement justice au talent des hommes parce qu'ils s'appliquent seulement à faire un petit nombre de choses. Les femmes ont tant de choses à faire que personne ne prête attention à tout ce qu'elles font. Si j'avais la chance d'apprendre quelque chose, j'aimerais savoir comment venir en aide aux gens. J'aimerais être infirmière. "

Une villageoise du Kenya, âgée de 17 ans

Photo George Rodger © Magnum, Paris

parlent

PONDEUSE

" Mon mari avait coutume de dire qu'il est anormal de ne pas mener la vie à laquelle on est destiné. Il disait que si on m'avait donné la possibilité de faire un certain nombre d'enfants, je devais les mettre au monde. Il disait que je n'avais pas le droit d'aller contre cela, que j'étais comme une poule chargée de pondre un certain nombre d'œufs et que je devais les pondre. Ne pas le faire, disait-il, serait un péché. Au début, mon mari ne savait pas que j'avais recours à des contraceptifs. Je ne voulais plus avoir d'enfants. J'aurais perdu la santé. Aujourd'hui, il est d'accord parce qu'on en parle à la radio."

Une nomade tunisienne, mère de dix enfants

QUEL DOMMAGE QUE VOUS N'AYEZ PAS EU UN GARÇON !

" J'étais enfant unique et, qui plus est, une fille. A Sri Lanka, c'est une chose pénible pour un père. Devant moi, les gens disaient à mon père : ' Quel dommage que vous n'ayez pas eu un garçon !' Je ne sais au juste pour quelle raison, mais je crois que mon père a toujours été partisan de l'émancipation des femmes. Ainsi, il était hostile à la dot. Il a même proposé au Parlement, en 1936, une motion contre le système de la dot, mais sans succès. Il avait des idées modernes et il m'a toujours poussée. Il me traitait comme si j'avais été un garçon. Il m'encourageait à monter de classe, et quand je lui disais : ' Oh, ça suffit. Je ne suis qu'une fille après tout ! Comment ferai-je pour réussir mon examen ? ', il me rétorquait : ' Continue, continue. ' Lorsqu'il m'emmenait quelque part avec lui, il disait : ' Je vous présente ma fille. Elle va à l'école où elle fait ceci ou cela. ' Je me sentais à la fois gênée et honteuse. Mon père m'a beaucoup influencée."

Une spécialiste réputée des sciences sociales de Sri Lanka

LES FEMMES SONT TRÈS COURAGEUSES

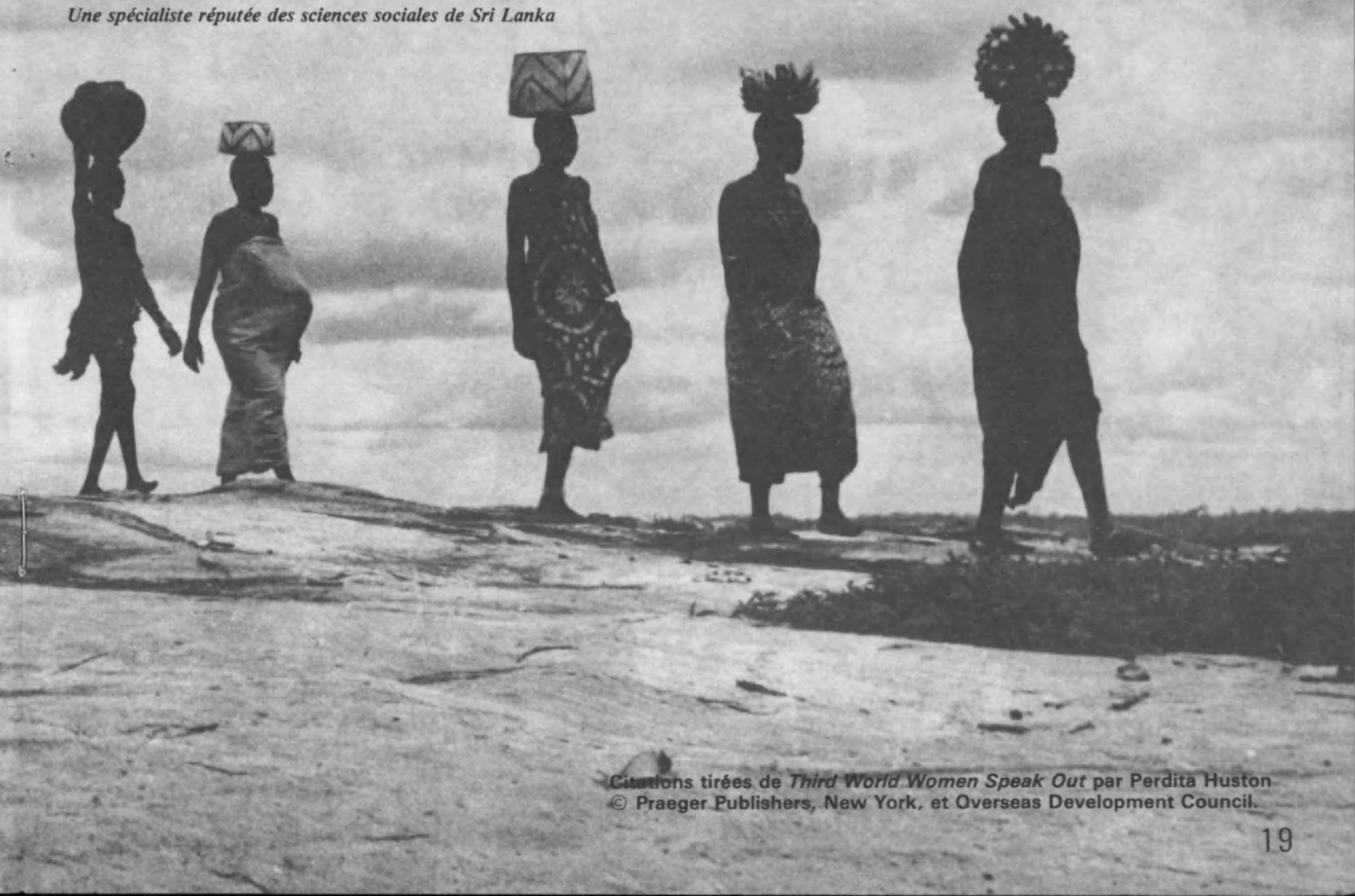
" Vous savez, les femmes sont très courageuses — autant que les hommes. Nous avons des dirigeants qui sont des femmes : elles font des interventions, prononcent des discours ou conduisent des manifestations. Si nos femmes voient cela, elles seront encouragées. Et elles comprendront qu'en fin de compte nous sommes sorties du passé. "

Une assistante sociale soudanaise

L'OPINION D'UN HOMME

" Les hommes ne veulent pas que les femmes commandent parce qu'ils ne veulent pas recevoir des ordres. Ils sont habitués à ce que ce soit eux qui les donnent et ils ne veulent pas que les femmes en fassent autant. C'est aussi simple que ça. Mais j'aimerais qu'une femme soit élue maire de la ville. Les hommes n'ont rien fait de bon. Ils ne savent que se saouler. Nous devrions donner aux femmes une chance de montrer si elles peuvent faire mieux. "

Un Indien mexicain marié



Citations tirées de *Third World Women Speak Out* par Perdita Huston
© Praeger Publishers, New York, et Overseas Development Council.

Pouvoir masculin et moyens de communication

Photo Marc Riboud © Magnum, Paris

"Autre indication de l'importance donnée à l'autorité masculine par les moyens de communication : c'est à des voix mâles que l'on fait appel pour 'vendre' les produits."

Photo © I.P.S., Paris

par Margaret Gallagher

"Dans tous les pays ou presque, le personnel employé dans les organismes de communication est en majorité masculin... A travers la fonction d''appât' que leur donne la publicité, les femmes sont exploitées dans leur sexualité et leur aspect physique."

A BIEN des égards, les systèmes de communication de masse — les media — forment un microcosme qui reflète la distribution du pouvoir dans la société. Dans un monde où les femmes ont le plus souvent un accès très limité au pouvoir politique et économique, leur statut et leur rôle sont définis à l'intérieur de systèmes politiques, économiques et culturels qui tendent à les exclure d'une réelle participation active. Dans la mesure où les institutions et agents culturels contribuent à la socialisation dans des systèmes soumis à des impératifs politiques et économiques, la fonction essentielle des media est de renforcer les définitions et les types établis dans un cadre conçu par les hommes et pour les hommes.

Plusieurs facteurs, propres à la structure et aux exigences internes des media, ont amené certains théoriciens de l'inégalité des sexes à penser que les organismes de communication exercent une influence particulièrement conservatrice en renforçant les valeurs et les croyances traditionnelles. Parmi ces facteurs, on note d'abord la composition du personnel : dans chaque pays ou presque, les hommes y sont de très loin en majorité, surtout aux postes de direction et de production ; ensuite, le fait que de nombreux organismes dépendent d'un soutien commercial qui veut des images et des messages sans surprise, acceptés d'avance ; enfin, la conception même des produits (programmes de télévision et de radio, magazines, journaux, films, etc) qui en général doivent avoir un impact immédiat pour que le public puisse les assimiler facilement et vite. En conséquence, on fait largement appel à des caractérisations aussitôt reconnaissables, simplistes, stéréotypées.

Les chercheurs ont donc voulu mesurer à quel point les media présentent un tableau de la société qui, sans être manifestement faux, s'inspire des forces les plus conservatrices, occultant les tendances neuves tant qu'elles ne sont pas à peu près admises, et jouant ainsi dans la culture un rôle de renforcement, de maintien du statu quo, plutôt que de changement.

Un problème se pose, toutefois, du fait de l'insuffisance des données : la plupart proviennent d'Amérique du nord et d'Europe occidentale, encore que l'on trouve de plus en plus de documentation sur l'Australie, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie. Pour l'Afrique et le Pacifique, les renseignements sont très lacunaires, pour l'Europe de l'est, il est difficile d'y accéder. Dans le cas de l'Afrique et des pays du Pacifique, le manque d'information s'explique : on se préoccupe d'abord de développer des moyens de communication relativement jeunes encore ; c'est plus tard que l'on analyse les expériences. Dans le cas des pays socialistes, la difficulté vient surtout de ce qu'apparemment on n'y formule pas, en tant que problème spécifique, la question des rapports entre les media et les femmes.

Dans l'ensemble, les media donnent de la femme une image très partielle. Au cinéma, dans la presse, à la radio, à la télévision, les intérêts et les activités des femmes se limitent au foyer, à la famille. Décrites essentiellement comme émotives et dépendantes, on les voit rarement actives, rationnelles, bien

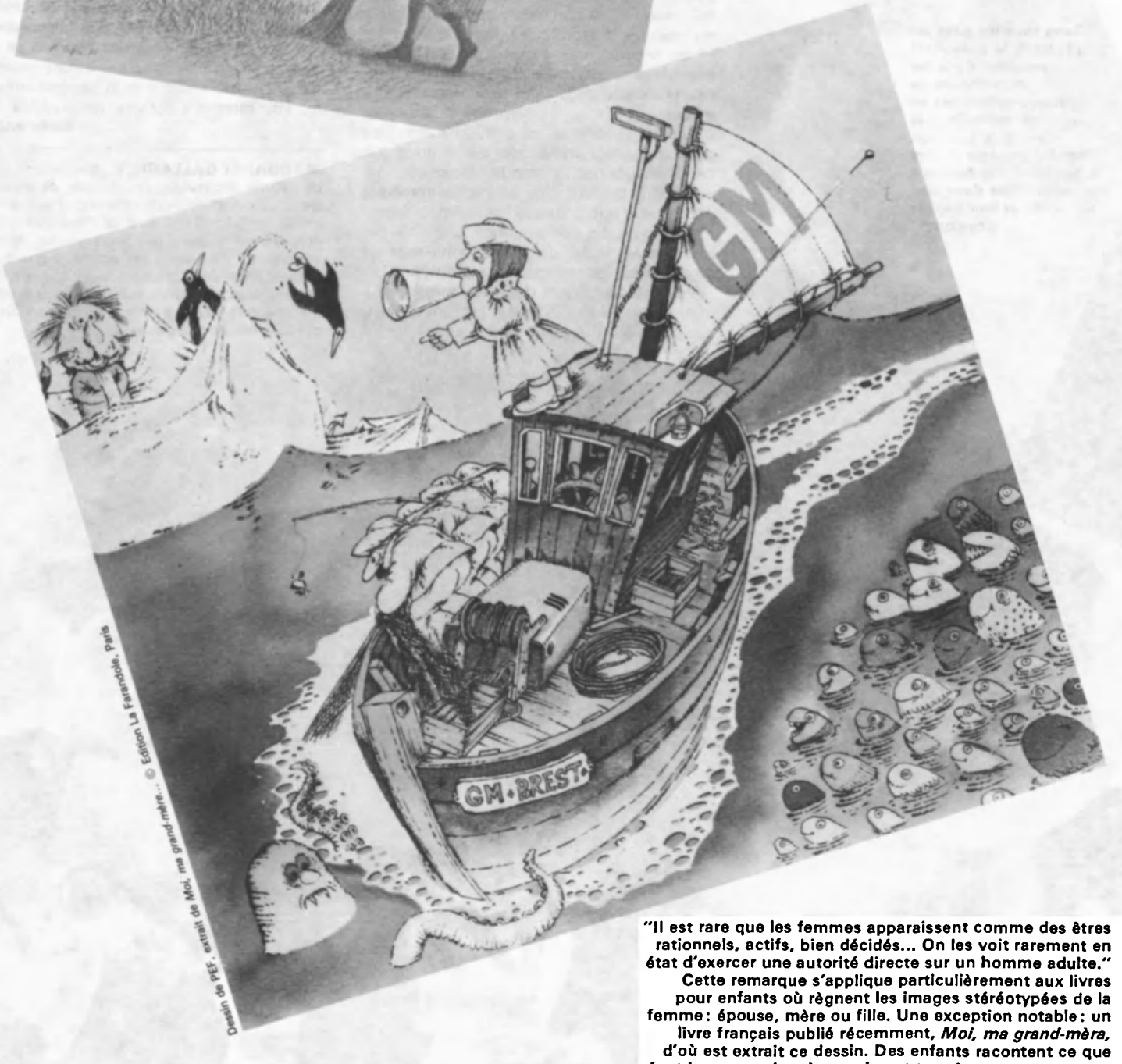
SUITE PAGE 24

MARGARET GALLAGHER, *spécialiste anglaise de l'étude des media, est chargée de cours sur les méthodes de recherche et d'analyse des media, à l'Université libre du Royaume Uni, et consultante auprès du Secteur des sciences sociales de l'Unesco. Cet article provient d'un rapport établi pour l'Unesco dans le cadre d'une étude d'ensemble sur la recherche et les programmes d'action relatifs à l'image et à la participation des femmes dans les media.*

"Au cinéma, dans la presse, à la radio, à la télévision, les intérêts et les activités des femmes se limitent, de façon caractéristique, au foyer et à la famille."

"Dans l'ensemble, la proportion des femmes employées dans les entreprises de cinéma, de radiodiffusion ou de la presse nationale dépasse rarement 30 % dans chaque pays." Cependant, un grand nombre de femmes éminentes ont marqué de leur personnalité les moyens de communication. Ce fut le cas, notamment, de la célèbre photographe américaine Margaret Bourke-White : on la voit ici photographier New York, en 1934, du haut d'une gargouille située devant son studio, au 61e étage du gratte-ciel Chrysler.

Dessin de Topor, extrait de *Roland Topor, Rêves de jour* © 1975 Diogenes Verlag, Zurich



Dessin de PEF, extrait de *Moi, ma grand-mère...* © Edition La Farandole, Paris

"Il est rare que les femmes apparaissent comme des êtres rationnels, actifs, bien décidés... On les voit rarement en état d'exercer une autorité directe sur un homme adulte." Cette remarque s'applique particulièrement aux livres pour enfants où règnent les images stéréotypées de la femme : épouse, mère ou fille. Une exception notable : un livre français publié récemment, *Moi, ma grand-mère,* d'où est extrait ce dessin. Des enfants racontent ce que font leurs grands-mères qui sont tour à tour cosmonaute, soldat, dompteuse, pilote de course ou, comme ici, capitaine d'un bateau de pêche.

Photo Life Magazine © 1934 Time Inc. Avec l'aimable autorisation des héritiers de Margaret Bourke-White

SUITE DE LA PAGE 21

decidées. D'ailleurs, que ce soit comme personnages de fiction ou journalistes dans les media, les femmes sont numériquement sous-représentées, ce qui souligne bien leur statut de marginalité et d'infériorité dans plus d'une sphère de la vie sociale, économique et culturelle.

En matière d'information, les critères prédominants dédaignent les femmes et la plupart de leurs problèmes : on parle des femmes quand elles sont les épouses, les mères ou les filles d'hommes que l'on met en vedette. Elles n'ont droit à une attention spécifique que si elles appartiennent au monde du spectacle ou de la mode. La publicité qui s'adresse à elle en tant que consommatrices est généralement condescendante et cherche à les manipuler ; à travers la fonction d' " appât " que leur donne la publicité commerciale, les femmes sont exploitées dans leur sexualité et leur aspect physique.

Quant à leur rôle dans la production, l'immense majorité des études en Amérique du nord et en Europe, montre que les media donnent une représentation insuffisante des femmes au travail. Le fait est significatif, car la question des rapports de pouvoir entre hommes et femmes selon l'image qu'en donnent les media est en partie liée à celle des situations et professions assignées à chacun des sexes. Les femmes étant très rarement présentées dans les situations autoritaires de l'avocat, du médecin, du juge, du savant, etc, on les voit rarement en état d'exercer une autorité directe sur un homme adulte.

Une étude sur la structure des rapports entre hommes et femmes (qui donne les conseils ? qui donne les ordres ?) indique que dans les téléfilms et feuilletons télévisés la définition des personnages, la répartition des professions, le mécanisme même des intrigues sont conçus de façon à donner aux femmes aussi peu de chances que possible de montrer une supériorité, sauf dans les domaines du savoir que l'on considère traditionnellement comme féminins. Autre indication de l'importance donnée à l'autorité masculine par les media : dans la publicité, c'est à des voix mâles que l'on fait appel pour " vendre les produits.

Il y a très peu d'études inter-culturelles sur l'image de la femme dans les media. L'une d'elles analyse — aux Etats-Unis et en Amérique latine — d'une part, des magazines populaires, de l'autre, des magazines plus intellectuels. Elle montre que dans *les deux cas,* à part quelques différences de classe et de culture, les femmes sont presque toujours *idéalisées* dans la dépendance, l'humilité, l'affectivité intense : elles manquent d'initiative, elles n'ont pas de profession, elles ne savent pas se dominer, etc. Ainsi, si l'on en croit la façon dont les media peignent la réalité, les femmes sont plus récompensées pour leur inefficacité et leur faiblesse que pour la maîtrise active de leur existence.

En Afrique, où la documentation est très insuffisante, très fragmentaire, il semble que, dans certains pays, l'image de la femme bénéficie d'une utilisation relativement consciente et responsable des media dans le cadre du développement. Plusieurs indications laissent penser que les femmes tiennent une place croissante dans l'information, qui souligne la contribution qu'elles peuvent apporter au progrès.

Sur l'ampleur et sur la nature de la participation des femmes aux industries des media, les données sont incomplètes et peu sûres dans bien des cas. Néanmoins, d'une manière générale, la proportion de femmes employées dans les entreprises de cinéma, de presse et de radiodiffusion dépasse rarement 30 % ; dans beaucoup de pays, le pourcentage est bien inférieur. Voici quelques exemples concernant la radio et la télévision : Aux Etats-Unis (en 1977), 30 % de femmes dans les studios des grands réseaux de télévision ; en Italie (en 1975), 20 % pour la télévision à la RAI ; en Inde (même année) environ 25 % pour la radio. Elles sont un peu plus nombreuses en Suède et en Norvège, où elles forment respectivement 33 % et 38 % de l'ensemble du personnel des compagnies internationales de radiodiffusion. A l'autre bout de l'échelle, les femmes ne représentent que 6 % des employés de NHK, au Japon.

Dans la presse, la situation n'est pas meilleure. Autant que l'on sache, les femmes occupent rarement plus du quart des emplois de journalistes : c'est la proportion en Hongrie, en Pologne, au Canada ; elle est un peu moindre (20 % environ) au Liban et en Grande-Bretagne. Dans plusieurs pays européens, elle est d'à peu près 15 % : c'était le cas en 1977 de la République fédérale d'Allemagne, du Danemark, et de la Norvège. Pour ces pourcentages inférieurs, on peut citer la presse du Pakistan (10 % au maximum), du Kenya (environ 5 %), de la Corée (2 %) et enfin du Japon (1 %).

Certes, dans plusieurs pays les femmes occupent aujourd'hui plus de 30 % des emplois dans les moyens d'information ;

"Tant que les femmes ne constitueront pas à l'intérieur des media une 'masse critique', leur capacité de lutter contre les routines professionnelles et culturelles restera négligeable." Valentine Leontieva (de profil et à droite sur la photo) travaille au Centre de télévision de Moscou : elle est l'une de ces rares personnalités féminines du petit écran qui ont une influence dans tout le pays. On la voit ici à la fin d'une émission très populaire ; le principal invité est Nikolai Dubinin, le généticien de réputation mondiale.

Photo V. Sozinov © Tass, Moscou

dans quelques uns, elles représentent même près de 40 % du personnel. La Suède considère que la proportion de 60/40 dans la plupart des secteurs d'activité représente l'égalité du niveau national. Dira-t-on, alors, que, pour certains pays au moins, l'égalité est presque acquise dans ce domaine ? En réalité, on découvre d'énormes disparités. Par exemple en Norvège, si 38 % des emplois de la radiodiffusion sont occupés par des femmes, on les trouve, d'autre part, dans 63 % des postes les moins bien payés. En général, les femmes sont massées aux plus bas échelons des diverses catégories d'emploi, ou reléguées dans les spécialités principalement " féminines ". C'est bien pourquoi en Suède, à l'organisation nationale de radiodiffusion (Sveriges Radio), le projet d'égalisation vise à obtenir une proportion minimale de 60/40 dans *toutes* les catégories d'emploi, quelles qu'elles soient.

En 1975, aux Etats-Unis, la Commission des Droits civils constatait que 16 % des postes supérieurs de l'administration ou de la direction des services étaient occupés par des femmes, mais qu'en général il ne s'agissait pas des postes clefs où s'élaborent les décisions importantes. La même année, 93 % des postes de direction à la radiodiffusion canadienne (CBC) et 100 % à la radiodiffusion australienne (ABC) étaient aux mains des hommes. En Italie, en 1975 également, la RAI comptait 4 % de femmes dans une catégorie englobant à la fois des fonctions administratives et de gestion. En Finlande, en 1978, les quatorze membres du Conseil d'Administration étaient tous des hommes, 6 % des postes, au niveau des cadres moyens, étant tenus par des femmes. La radiodiffusion norvégienne (NRK) a 50 services différents, dont deux seulement sont dirigés par des femmes. A la radiodiffusion ghanéenne, en 1975, sur 71 femmes, deux étaient chefs de section : la responsable des sondages d'écoute et la directrice-adjointe des émissions vers l'étranger.

On trouve une situation semblable au niveau de la production et de la création : pour les femmes, l'accès aux échelons supérieurs est très limité, sauf s'il s'agit de secteurs d'activité " féminisés ". Il y a ainsi un assez grand nombre de femmes qui dirigent des émissions enfantines, féminines, voire éducatives et religieuses, ou qui, dans la presse, sont chargées des rubriques du même genre. Mais le journalisme politique, scientifique et sportif, la chronique des spectacles et le grand reportage leur sont presque entièrement fermés.

En Grande-Bretagne par exemple, l'Association des techniciens du cinéma, de la télévision et assimilés (ACTT) comptait en 1975, parmi ses membres travaillant dans les compagnies indépendantes de télévision, 8 % seulement de femmes employées comme directrices de production. Elle constatait d'ailleurs que dans toutes les catégories d'emploi la proportion des hommes accédant aux échelons supérieurs était beaucoup plus forte que celle des femmes. En Australie, parmi les producteurs de télévision en 1977, il y avait 2 % de femmes. Chiffres d'autant plus déprimants que le personnel subalterne des assistants et des secrétaires de production est composé en grande majorité de femmes. Deux organismes de radiodiffusion font exception : ceux de la Suède et de Singapour, où les femmes comptent respectivement pour 30 et 38 % du total des producteurs.

Dans la presse aussi, les femmes prédominent aux plus bas échelons, même si dans l'ensemble la situation paraît un peu meilleure qu'à la radio et à la télévision. Ainsi, on affirme qu'un quart des emplois de rédaction aux Etats-Unis et 28 % en Grande-Bretagne sont tenus par des femmes. Mais il ne faut pas oublier qu'un très grand nombre de ces rédactrices sont spécialisées dans les rubriques féminines traditionnelles.

En général, les femmes sont cantonnées dans les domaines qui passent pour les moins importants. D'après l'enquête de 1975, les membres féminins de l'ACTT, en Grande-Bretagne, travaillent surtout aux émissions éducatives, artistiques et enfantines. Aux Etats-Unis, en 1974, 10 % seulement du personnel de l'information à la radio et à la télévision étaient des femmes, pour la plupart employées à des tâches subalternes. Au Japon, à NHK, les femmes chargées de programmes (1 % du total des équipes de production) s'occupent presque uniquement des émissions pour enfants et des programmes d'ordre domestique ou culinaire.

Parmi les techniciens de la radio, de la télévision et du cinéma, le nombre des femmes est infime : c'est un domaine masculin presque universellement. La Finlande fait exception. Les femmes représentent 20 % du personnel technique de la radio-télédiffusion, 42 % des équipes de montage et 28 % du personnel de régie cinématographique ; il n'y a cependant qu'une femme sur 85 opérateurs de projection. En Australie, les femmes constituent 5 % du personnel technique d'ABC, en Grande-Bretagne moins de 10 % des techniciens membres de l'ACTT. Même en Suède, elles ne forment que 9 % des techniciens de la Sveriges Radio. Au reste, presque partout, les techniciennes restent aux plus bas échelons de la profession.

Par ailleurs, les travaux de secrétariat et de documentation reviennent presque totalement aux femmes. En fait, quand on parle des femmes dans les media, on évoque surtout des secrétaires, des scriptes et des dactylos. En Grande-Bretagne (données de 1975), le personnel de secrétariat, parmi les membres de l'ACTT, est entièrement composé de femmes ; à Taiwan (1976), 90 % de ce personnel, dans les trois chaînes de télévision, sont des femmes ; la proportion est de 83 % à la radio-télé-diffusion finlandaise (1978). Dans les studios d'ABC, en Australie, 58 % des employées sont des secrétaires (1976). Sur la totalité des femmes membres de l'ACTT — en Grande-Bretagne — 60 % travaillent comme scriptes ou secrétaires de production (1975).

Ces faits prennent toute leur importance quand on les considère par rapport aux échelles de salaires et aux perspectives de carrière. Non seulement les emplois féminins sont moins payés que les emplois techniques, où dominent les hommes, mais, de surcroît, ce sont des impasses : aucun avancement n'est clairement prévu.

Revenons à l'image que les media donnent de la femme. On peut penser que cette image sera toute différente selon que les auteurs ou producteurs seront des hommes ou des femmes. Mais il est difficile de le prouver. Cela vient en partie de la manière dont on effectue les recherches dans ce domaine. En se concentrant sur les analyses du contenu, on n'a presque jamais essayé de mettre en rapport les images dominantes d'une part, et, de l'autre, les valeurs, croyances ou attitudes dominantes du personnel des media. Quelques études, ça et là, ont pu établir, par exemple, que les rédactrices des pages féminines ont dans l'ensemble les mêmes préoccupations et les mêmes priorités traditionnelles que leurs confrères, et que sur le choix des informations méritant publication les jugements de femmes ressemblent à ceux des hommes.

Une étude menée dans une école de journalisme sur la perception de l'actualité montre qu'à cet égard les étudiantes ont les mêmes opinions stéréotypées que leurs camarades. Elles ont beau s'intéresser elles-mêmes à la politique et non aux sujets féminins " traditionnels ", elles s'estiment des exceptions et pensent que les femmes " ordinaires " préfèrent les frivolités.

Il est vrai également qu'on peut citer plus d'un cas de femmes-productrices, journalistes, cadres supérieurs — qui sont indirectement ou directement responsables d'œuvres anti-féminines. Cela met en évidence le simplisme de certains propos sur les media et la domination masculine. Le fait est que les femmes et les hommes ont généralement les mêmes perspectives culturelles. Le problème n'est donc pas seulement d'employer un plus grand nombre de femmes dans les media, mais de travailler en même temps à modifier l'optique selon laquelle les femmes se perçoivent, et à combattre un système de valeurs culturelles qui les condamne maintenant à un statut d'infériorité, en les empêchant même bien souvent d'en être conscientes.

A l'heure actuelle, si l'on pense à une différence de qualité dans la production, on voit mal quelle influence exercent les femmes qui travaillent dans les media. Cela s'explique en partie par la structuration du pouvoir dans la plupart des organismes qui régissent les media, par les relations entre ces organismes et les institutions économiques et politiques dominantes, ainsi que par la permanence de pratiques professionnelles établies. Tant que les femmes ne constitueront pas à l'intérieur des media une " masse critique ", leur capacité de lutter contre les routines professionnelles et culturelles restera négligeable.

Margaret Gallagher

La situation de la femme

par Alexandre Birman

Photo M. Kuschtareva © APN. Moscou

PARMI les nombreuses formes d'inégalité qu'on rencontre dans les divers types de société, la discrimination fondée sur le sexe est sans doute l'une des plus importantes. Dès ses débuts, le gouvernement soviétique s'est assigné la tâche de donner aux femmes des droits égaux à ceux des hommes.

Aujourd'hui, les femmes représentent plus de la moitié (51 %) des 110 millions de travailleurs soviétiques, dans les usines comme dans les bureaux. Mais ce n'est là qu'une moyenne. Le détail des chiffres est encore plus éloquent : 74 % des enseignants, 83 % des médecins et du personnel des hôpitaux, 84 % des employés du secteur tertiaire sont des femmes. Les proportions varient évidemment selon les régions. Si dans la Fédération de Russie les femmes forment 53 % de la main d'œuvre, elles n'en représentent que 39 % au Tadjikistan.

D'autres disparités existent aussi selon les emplois : on ne trouve pas de femmes dans les mines ni dans les aciéries et, en général, dans les industries qui exigent des travaux de force. En revanche, elles sont nombreuses dans le textile, dans le vêtement et dans l'outillage. Un bon nombre travaille dans des domaines qui demandent surtout de la constance et de la fermeté, la géologie par exemple, ou la météorologie. Pour certains emplois, les entreprises préfèrent souvent les femmes, les sachant plus appliquées et plus efficaces. On trouve des femmes chefs-comptables, on en voit aussi diriger des laboratoires scientifiques. Elles exercent couramment les professions de juges, d'avocates et de directrices de banques.

En 1977-1978, les établissements d'enseignement supérieur comptaient 5 037 000 étudiants, dont 2 568 000 femmes, soit un peu plus de la moitié. Mais là aussi les proportions varient. Le plus bas pourcentage de filles s'observe dans les écoles d'agriculture (35 %), le plus élevé en économie (64 %), en lettres et en médecine (57 %) et dans les écoles techniques supérieures (40 %).

Dans l'espace de vingt-cinq ans, les femmes ont pris d'assaut la citadelle des sciences. En 1950, elles représentaient un tiers des travailleurs scientifiques ; en 1977, elles forment 40 % du total : 511 600 sur 1 279 000. Il y a aujourd'hui plus de 2 700 professeurs d'université, académiciennes ou membres correspondants de l'académie, et plus de 5 000 femmes docteurs ès sciences. Partout, le principe de l'égalité des salaires est respecté. En outre, les jeunes mères bénéficient de plusieurs avantages : pas de travail de nuit, pas de voyages d'affaires, etc. Phénomène intéressant : en URSS, la moyenne de vie est de 70 ans pour l'ensemble de la population, mais, en fait, elle est de 64 ans pour les hommes et de 74 ans pour les femmes. On s'est beaucoup interrogé à ce propos. L'explication est probablement qu'il y a plus d'hommes que de femmes dans les métiers pénibles et dangereux, comme ceux de l'industrie minière, de la construction et des transports automobiles.

Quant à la vie politique, les femmes soviétiques y jouent un rôle actif, qu'il s'agisse des syndicats, des comités du parti ou des comités de contrôle. Elles représentent le tiers des membres du parlement et la moitié des conseillers municipaux. Parmi les cadres syndicaux, leur proportion varie de 35 à 44 % et dans les comités, au niveau de l'entreprise, elle est des deux tiers.

Mais si nous considérons la femme comme une force de cohésion, comme un pilier de la société soviétique, c'est pour beaucoup d'autres raisons encore. Quelle que soit la part qu'elle prend dans la vie économique et dans la vie sociale, la femme est aussi une mère, une épouse, une grand-mère, une sœur, une amie, et elle joue un rôle éminent dans l'éducation des futurs citoyens. Pendant la deuxième guerre mondiale, les femmes soviétiques ont fait tourner les usines, elles ont soigné les malades et les blessés. Pilotes ou tirailleurs, elles ont combattu au front. Des milliers d'entre elles ont reçu des décorations militaires, et un grand nombre le titre de Héros de l'Union

ALEXANDRE BIRMAN, *économiste et pédagogue soviétique, est chef de département à l'Institut soviétique des études commerciales à Moscou, un centre de cours par correspondance.*

dans la société soviétique

As de l'aviation soviétique, Marina Popovitch (en haut, à gauche) détient plusieurs records du monde de vitesse et de distance. Ci-dessus, tois générations de femmes evenkies ; les Evenkis, qui vivent en Sibérie orientale, appartiennent à la famille des peuples altaïques.

soviétique. Elles sont réellement membres à part entière de la société, indépendantes et respectées.

N'y a-t-il donc aucun problème ? Si, bien sûr. Et d'abord ceux de l'emploi. Voici quelques chiffres :

Pourcentage des femmes parmi les travailleurs salariés

	1940	*1977*
— dans l'ensemble de l'URSS	39	51
— dans la Fédération de Russie	41	53
— au Tadjikistan (Asie centrale)	29	39

Les femmes qui travaillent ont du mal à élever plusieurs enfants et toutes ne veulent pas les envoyer à la crèche. C'est pourquoi la pratique du travail à domicile devient de plus en plus fréquente : les entreprises livrent les matériaux et prennent livraison des produits finis. On instaure aussi un système de réduction des heures de travail dans la journée et des jours de travail dans la semaine. A la campagne, les industries alimentaires installent de petites unités de production qui fournissent des emplois aux femmes.

Vient ensuite le problème de la répartition de l'emploi. Bien que l'on ait pris récemment des mesures énergiques pour redresser les distorsions du développement économique, il y a encore des régions à prédominance " masculine " et d'autres à prédominance " féminine ". Les femmes l'emportent en nombre dans l'industrie textile, au centre du pays, et dans les zones de villégiature comme la Crimée et le Caucase, alors que les hommes sont en majorité dans les zones minières de Sibérie, du Nord et de l'Asie.

Il existe enfin une troisième série de problèmes que l'on pourrait qualifier de personnels et sociologiques. Nul besoin de se livrer à des enquêtes compliquées, pour savoir qu'en travaillant autant d'heures que leurs compagnons, les femmes ont beaucoup moins de loisir. Ce sont les hommes qui consacrent le plus de temps à suivre les parties de foot-ball, à aller à la pêche et à regarder la télévision. Récemment, le pourcentage des divorces par rapport aux mariages a doublé ; la plupart des procès en divorce sont engagés par des femmes financièrement indépendantes. Je ne veux pas dire que ce phénomène soit dû entièrement à la mauvaise volonté des hommes qui ne feraient pas leur part des travaux domestiques, mais c'est certainement un facteur à considérer. D'ailleurs, pour alléger ce fardeau des tâches ménagères, les services collectifs se développent rapidement. En 1965, il y en avait 193 000, employant 1 300 000 personnes. En 1977 on en comptait 264 000 avec 2 millions et demi de salariés, et les services offerts ont été énormément améliorés.

Il reste encore beaucoup de chemin à faire. Mais nous avançons.

"La femme, un homme partiel"

par Marcia Westkott

Le mouvement mondial pour l'émancipation des femmes a suscité, dans les sciences sociales, un vif courant d'intérêt grâce auquel on dispose aujourd'hui d'un nombre croissant de recherches sur la condition féminine à l'époque moderne. Cette attention portée au statut et aux problèmes des femmes a entraîné la création, dans les universités, d'une nouvelle discipline, les "études féminines". En mai 1980, l'Unesco a organisé, dans le cadre de son programme pour l'amélioration de la condition féminine et de ses activités liées à la Décennie des Nations Unies pour la femme, une réunion de spécialistes des études féminines. Les articles que nous publions dans les six pages qui suivent ont pour base les rapports présentés à cette réunion. L'article de Lourdes Arizpe (page 34) est une adaptation d'une étude préparée par l'auteur pour un colloque qui a eu lieu à México sous les auspices du Colegio de México et de l'Université nationale autonome de ce pays.

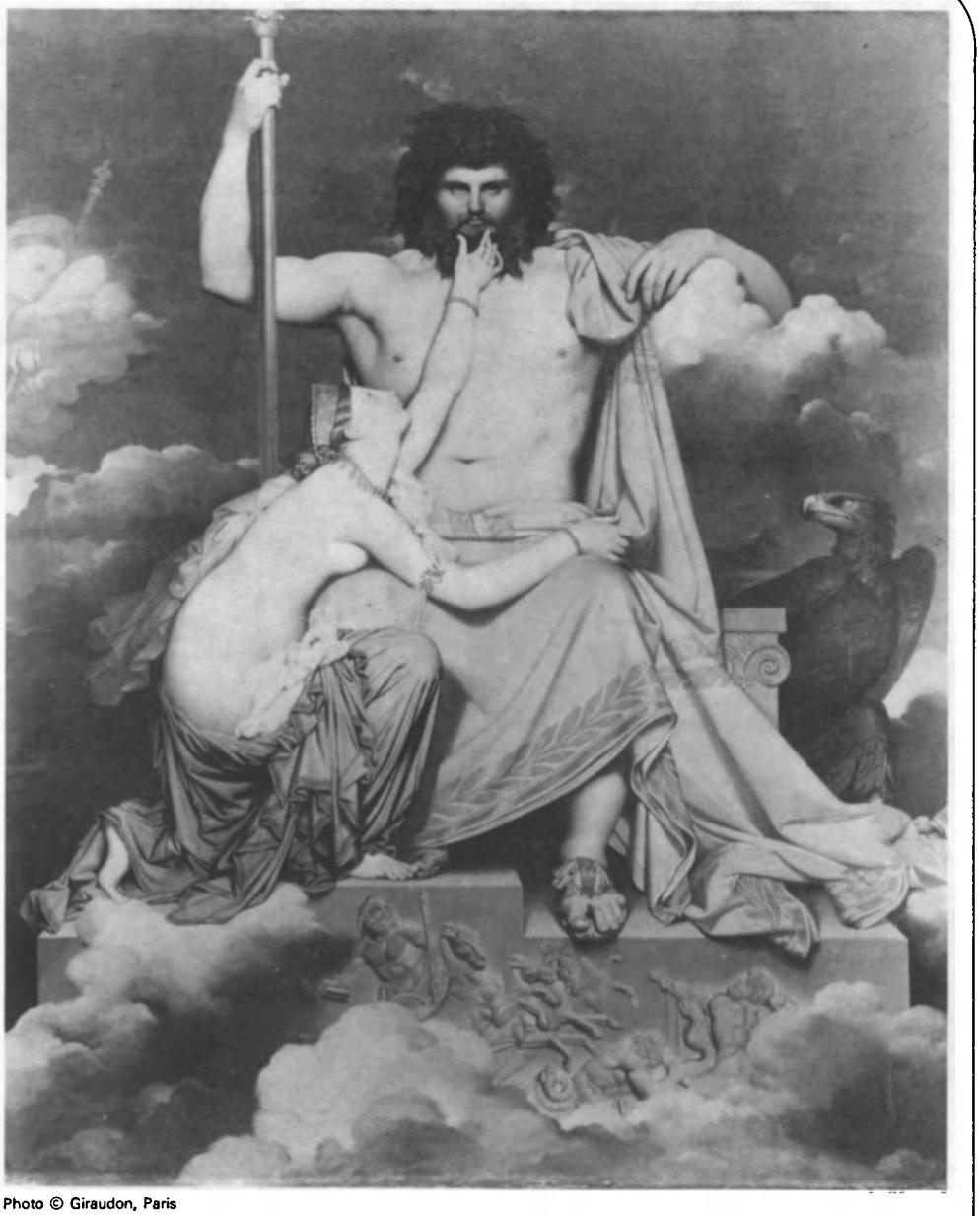


Photo © Giraudon, Paris

"L'être humain conçu en tant que catégorie universelle n'est que le reflet de l'homme. Considérée comme un dérivé abstrait de la nature humaine originelle, la 'femme' est un homme partiel, ou une image négative de l'homme, ou bien encore un objet commode au service de l'homme... Dans tous les cas, la femme se définit exclusivement par sa relation aux hommes." Ci-dessus, *Jupiter et Thétis,* œuvre du peintre français Jean Auguste Dominique Ingres, conservée au Musée Granet à Aix en Provence.

"...nous nous exploitons nous-mêmes en tant qu'objets de connaissance..." Ci-dessus, la *Vénus de Lespugue,* statuette paléolithique conservée au Musée de l'Homme à Paris

Photo © Musée de l'Homme, Paris

• **Texte © Copyright, Reproduction interdite, Harvard College**

L'UN des principaux reproches que la critique féministe adresse aux sciences sociales est de s'appuyer sur une déformation et une interprétation erronée de l'expérience des femmes. Non seulement les analyses traditionnelles ont ignoré les femmes, mais, lorsqu'elles les ont prises en compte, ce fut pour les évaluer selon des critères masculins.

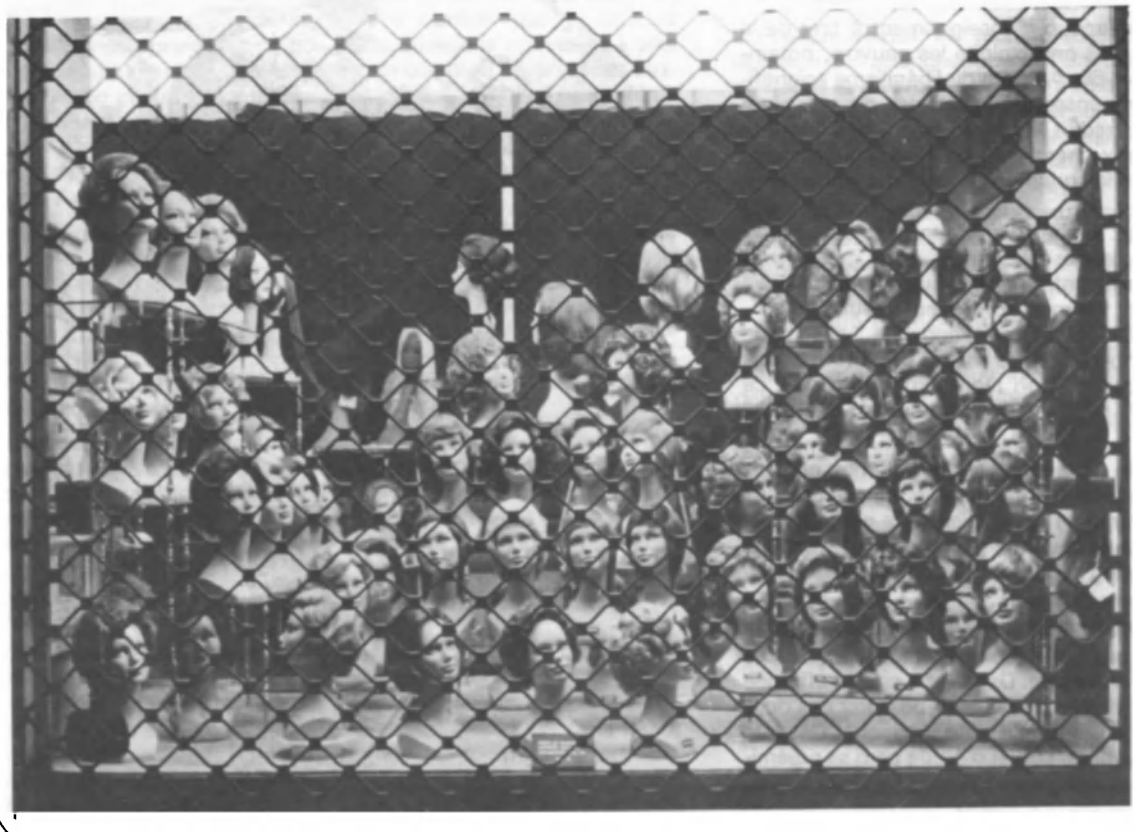
L'être humain conçu en tant que catégorie universelle n'est que le reflet de l'homme. Considérée comme un dérivé abstrait de la nature humaine originelle, la " femme " est un homme partiel, ou une image négative de l'homme, ou bien encore un objet commode au service de l'homme. Dans tous les cas, la femme se définit exclusivement par sa relation aux hommes, celle-ci étant la source d'où viennent et où se renforcent les stéréotypes féminins.

Pour dépasser ces images toutes faites, il faut redéfinir les caractéristiques des femmes, et les voir non plus comme une déviation ou une négation de la norme masculine, mais comme des formes particulières de réponses humaines à des situations précises. En ce sens, masculinité et féminité sont simplement des possibilités humaines différentes, issues de l'histoire. Cette nouvelle conception a conduit les chercheurs féministes à repenser la notion de personne humaine pour y inclure les caractéristiques traditionnellement féminines.

La critique féministe du *contenu* des connaissances sur les femmes, tel que le définissent les sciences sociales, s'attaque aussi à l'hypothèse de la compatibilité entre l'être humain et " son " milieu social. Selon cette hypothèse, la personnalité est modelée par l'environnement social dont elle est, par conséquent, le reflet. La structure masculine et la culture patriarcale se réfléchissent et se renforcent l'une l'autre par le biais des institutions sociales, politiques et économiques. Pour que cette approche de l'individu et de la société demeure cohérente, les femmes et autres " déviants " doivent devenir invisibles ; sinon, il faut expliquer leur aliénation ou leur échec dans cette société par leur infériorité " naturelle ".

En attirant l'attention sur l'invisibilité des femmes dans les sciences sociales et en rejetant la notion d'infériorité naturelle, des féministes ont contesté l'idée que sujet et société se reflètent et se renforcent réciproquement. En revanche, elles ont insisté sur le fait que les jeunes filles et les femmes grandissent et vivent dans un environnement

MARCIA WESTKOTT *est professeur adjoint de sociologie à l'Université du Colorado, à Colorado Springs (Etats-Unis) et auteur de plusieurs études sur les théories sociales féministes. La version intégrale de cet article a paru dans le numéro de novembre 1979 de la* Harvard Educational Review.



"... les femmes représentent maintenant la dernière marotte des scientifiques... nous en sommes réduites à recueillir toutes les informations possibles sur nous-mêmes aussi longtemps qu'elles se vendent..."

Photo © Léon-Claude Vénézia, Paris

social contraire à leurs besoins d'êtres humains. D'après elles, ce milieu est de type patriarcal : les femmes sont dirigées par les hommes et culturellement dépréciées par l'organisation des relations sociales. Qu'elle parvienne à lutter contre cet assujettissement ou qu'elle y cède, ou, encore, plus probablement, qu'elle fasse l'un et l'autre, elle reste, dans une culture patriarcale, une étrangère, une intruse, une personne marginale, une " déviante ". En bref, elle est aliénée.

Outre le *contenu* des connaissances sociales concernant les femmes, nombre de féministes critiquent aussi les méthodes utilisées pour obtenir ce savoir. La tendance patriarcale, selon elles, se voit dans la manière même de poser les questions sur les femmes : aucun concept ne rend compte de l'expérience féminine, on conçoit la femme comme un être d'essence immuable, échappant au temps et à l'espace, et on se fait de l'être humain une notion étroite qui se traduit par une façon limitée de comprendre son comportement.

A l'instar de la tradition marxiste dans laquelle elle s'inscrit, la critique formulée par la sociologue canadienne Dorothy Smith met en cause la norme de l'objectivité qui veut que le sujet et l'objet de la recherche puissent être dissociés par une sorte d'écran méthodologique. Dans les sciences sociales, la dichotomie sujet-objet renvoie à la distinction entre celui qui mène la recherche et celui auquel cette dernière s'applique. L'idéal de l'objectivité a été défendu par les positivistes du 19e siècle qui soutenaient que l'objet de la connaissance en sciences sociales devait être envisagé comme n'importe quel phénomène physique, et que le sujet menant sa recherche devait toujours veiller à ne pas laisser les sentiments " contaminer " celle-ci.

Selon Smith, la norme méthodologique de l'objectivité est elle-même socialement et historiquement déterminée, et découle d' une idéologie qui s'efforce d'occulter les relations sociales entre le sujet et l'objet de la connaissance par des procédés qui semblent anonymes et impersonnels. Cette aura d'objectivité peut être maintenue tant que l'objet de la science, le connu est " autre ", un objet étranger dans lequel ne se reflète pas le " chercheur ". C'est seulement lorsque les femmes deviennent elles aussi *sujets* de la connaissance que disparaît la séparation entre sujet et objet.

La troisième critique adressée par les chercheurs féministes aux sciences sociales traditionnelles a trait à la *finalité* de la connaissance sociale des femmes. Il n'est pas besoin d'être d'une grande perspicacité pour se rendre compte que les femmes représentent maintenant la dernière marotte des scientifiques. En tant qu'objets de la connaissance, elles sont devenues des produits commercialisables, dont la valeur se mesure à l'enrichissement des éditeurs et à l'afflux des étudiants dans les cycles d'études sur les femmes. Maintenant que les femmes sont parvenues au sommet de la vague que nous avons contribué à créer, il peut paraître plutôt attristant, quoique nécessaire, de réfléchir sur la nature éphémère du marché scientifique qui nous évalue aujourd'hui.

A cet égard, nous avons beaucoup d'enseignement à tirer de la manière dont les sciences sociales ont exploité les pauvres, notamment les Noirs, dans les années 60. Au nom du libéralisme scientifique et dans un désir de compenser les injustices, on a évalué, analysé, traité, disséqué, bref, réduit le ghetto noir à des données manipulables qui ont permis aux chercheurs de faire une belle carrière, mais n'ont guère amélioré la condition de ceux qui étaient ainsi étudiés.

Le fait que les recherches sur le ghetto noir appartiennent désormais au passé — bien que ce dernier demeure — alors que les travaux sur les femmes sont maintenant à l'ordre du jour devrait nous donner à réfléchir. Quand les femmes auront eu " leur heure ", quand le marché scientifique se lassera de ce " domaine " spécifique et quand les journaux seront noyés sous la masse des informations sur les femmes, comment justifiera-t-on alors l'importance de ce sujet d'étude ? L'interrogation sur la femme tombera-t-elle aussi dans l'oubli bienveillant ?

Le problème ici est celui de l'exploitation des femmes en tant qu'objets de la connaissance. Aussi longtemps que nous acceptons l'idée que les études sur la femme ne se justifient que parce qu'elle était autrefois exclue des objets de la connaissance, nous favorisons involontairement cette exploitation et contribuons à n'en faire qu'une mode.

Nous demeurons un bon sujet à exploiter, aussi longtemps que nous affirmons que l'unique but de la connaissance en sciences sociales est d'obtenir plus d'informations. Dans cette course effrénée à l'information, tout nouvel objet d'étude pouvant procurer des données massives présente un intérêt tant qu'il reste prolifique. Dès que ces données cessent d'être nouvelles, l'objet d'étude perd sa prééminence.

Cette valorisation commerciale superficielle du contenu va de pair avec une grande difficulté à enregistrer tout simplement la condition présente ou passée des femmes. L'approche méthodologique, qui n'avalise que l'enregistrement des faits existants, ne permet pas de considérer comme justifié le souci de solutions de rechange par rapport au présent. Cette approche aboutit à entériner l'état de choses actuel.

Face à cette science sociale *sur* les femmes, il existe une autre science sociale *pour* les femmes. Cette dernière n'exclut pas les informations concernant les femmes, mais imprime à la connaissance qu'elle recherche une orientation prospective plutôt qu'une soumission au présent. Ce dialogue avec l'avenir suppose une science sociale qui ne soit pas uniquement un sombre catalogue passant en revue les faits de l'ère patriarcale, mais une résistance à ces mêmes faits qu'elle découvre.

L'opposition à la domination patriarcale chez le sujet comme chez l'objet, chez l' " interrogateur " comme chez l' "interrogé ", traduit un désir profond de s'en libérer. Pour celles d'entre nous qui cherchent à mieux connaître les femmes, cette idée de délivrance peut être exprimée comme une intention à réaliser à l'avenir et nous indiquant les faits indispensables à connaître aujourd'hui. Sans ce sens des connaissances qui sont importantes pour notre émancipation, nous en sommes réduites à recueillir toutes les informations possibles sur nous-mêmes aussi longtemps qu'elles se vendent, et donc à nous exploiter nous-mêmes en tant qu'objets de connaissance.

La différence entre une science sociale sur les femmes et une science sociale pour les femmes, entre les possibilités d'autoexploitation et celles de libération, réside dans notre aptitude à placer notre compréhension du monde sous le signe d'une volonté résolue de surmonter la subordination et la dépréciation des femmes.

Les critiques féministes du contenu, de la méthode et de la finalité des sciences sociales ne constituent pas une discipline scientifique bien intégrée. Ce sont plutôt des fils conducteurs qui commencent à se dessiner. Grâce à eux, les actions des femmes sont réinterprétées et profondément éclairées par la conscience que les femmes ont d'elles-mêmes. On réexamine les institutions sociales comme la maternité pour mettre au jour leurs postulats de nature patriarcale et on leur oppose la vision d'un parentage décent et humain.

Vouloir une psychologie des femmes, c'est vouloir une psychologie destinée aux femmes, qui non seulement explique les facteurs qui influent sur le psychisme des femmes et des hommes, mais aussi explore les fondements à partir desquels on peut modifier ces facteurs. Etre à l'écoute de la critique féministe signifie ouvrir les sciences sociales à la fois au défi féministe et à l'espoir qu'il porte.

Marcia Westkott

LE SEXE FAIBLE

Dessin © Programme des femmes, Smithsonian Institution, Washington, D.C.

Afrique : une recherche menée de l'intérieur

par Zenebework Tadesse

"En général, la recherche sur l'Afrique et les Africains a été le fait de non Africains. Affirmation qui se vérifie encore plus dans le cas de la recherche sur la femme africaine." Malheureusement, les auteurs de ces études ont souvent adopté une attitude comparable à celle de certains touristes qui voient dans les us et coutumes des autres cultures autant d'éléments "exotiques" ou "folkloriques". A gauche, une femme masaï, d'un "village touristique" du Kenya, photographiée par une touriste étrangère.

Photo Margaret Murray-PNUMA

L'UNE des multiples formes qu'a prises la lutte contre la subordination de la femme en Afrique consiste à faire litière de toutes les notions et toutes les normes que la sagesse conventionnelle professait, à poser des questions neuves et à aller même jusqu'à remettre constamment en question les principes auxquels ont pu aboutir les luttes menées contre la subordination féminine et que l'on a présentés comme étant favorables à la femme. Fidèles à cette tradition, commençons par nous demander en quoi consiste la recherche sur la femme africaine, qui la fait, quel en est le but ou l'absence du but.

Considérée au sens strictement académique du terme, c'est-à-dire comme un moyen de faire avancer la connaissance scientifique, la recherche en Afrique représente une discipline relativement nouvelle, en marge de l'activité intellectuelle, des activités à plein temps et des centres d'intérêt majeurs des Africains. Aussi la recherche sur l'Afrique et les Africains en général a-t-elle été le fait de non-Africains. Affirmation qui se vérifie encore plus dans le cas de la recherche sur la femme africaine.

L'accession à l'indépendance politique et la crise qu'a connue la théorie du développement au sens classique du terme ont conduit à la prolifération des instituts africains de recherche, au recrutement de chercheurs autochtones et à la définition de thèmes de recherche prioritaires en fonction des besoins africains. Or, quelques femmes seulement sont entrées dans ces instituts de recherche jusqu'à maintenant et aucun de ces instituts n'a fait des problèmes spécifiques de la femme l'un de ses thèmes de recherche prioritaires.

Il y a une grande différence entre les préoccupations, les objectifs et les choix méthodologiques et conceptuels des chercheurs locaux et ceux des chercheurs étrangers. Le plus souvent, la recherche locale se borne à des études " orientées vers l'action ", c'est-à-dire vers les domaines jugés d'une importance capitale pour les femmes, comme l'économie domestique. La recherche du " dehors " a tendance à se concentrer sur des sujets liés à des disciplines qui sont en vogue dans les pays occidentaux, ou à des études de cas propres à renforcer une thèse précise dans quelque débat concernant ces mêmes pays.

Presque toutes les recherches faites sur les femmes dans le domaine des sciences sociales l'ont été par des anthropologues. Les ouvrages et les articles de 1960 à 1970 avaient un caractère essentiellement descriptif et étaient axés sur l'étude de la femme en relation avec la famille, les types de mariage, les systèmes d'héritage et les types de production. Aujourd'hui, et grâce au mouvement féministe, les anthropologues, essentiellement des femmes, ont commencé à dénoncer l'androcentrisme des données existantes, à susciter, dans une perspective féministe, d'autres données ethnographiques et à réinterpréter celles qui existaient concernant directement ou indirectement la condition de la femme dans la société.

Beaucoup d'articles, de rapports et de traités ont analysé cette tendance que l'on désigne généralement par les mots " le préjugé du mâle " en anthropologie et dans les autres sciences sociales. Le débat actuel porte sur l'importance sociologique relative des sexes par opposition à leur importance biologique et les questions que posent la plupart des auteurs semblent être les suivantes : la domination du mâle est-elle un phénomène universel ? Le matriarcat était-il le régime initial ? Par quels facteurs transculturels s'expliquent les variations intervenues dans la condition de la femme ? Sur la première question essentielle — celle de l'universalité de la subordination de la femme — il n'existe aucun consensus bien que la plupart des anthropologues, hommes ou femmes, pensent en principe que cette subordination a existé et existe encore dans toutes les sociétés humaines, passées et présentes.

ZENEBEWORK TADESSE, *de nationalité éthiopienne, est spécialiste des sciences sociales et secrétaire général de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (Dakar). Venues des divers horizons du continent africain, les femmes qui en font partie sont des spécialistes des sciences sociales, des médecins, et des personnes travaillant au développement communautaire.*

Ces différences d'approche n'ont pas empêché les vieilles affirmations concernant la supériorité du mâle d'être remises en cause. La plupart des auteurs ont démontré de façon convaincante qu'il n'existe aucun lien naturel intrinsèque entre les différences dictées par les facteurs biologiques et la hiérarchie sexuelle. Bien plus, ces études ont montré que ce qui était tenu pour une réalité naturelle était en fait historiquement variable et modifiable.

La question des relations d'autorité entre l'homme et la femme dans la société est au cœur du débat car il s'agit en fait de savoir qui, de l'homme ou de la femme, contrôle la production et le partage des ressources, qui a le droit de participer aux activités politiques et religieuses ou de les diriger, à qui revient la décision en ce qui concerne le mariage, le lieu de résidence, le divorce et la vie des enfants. S'inscrivant en faux contre les affirmations précédentes, ces études ont démontré qu'il est inexact de prétendre que les femmes des sociétés de chasseurs-cueilleurs étaient dominées par les mâles agressifs et que c'est à cette domination qu'il faut attribuer les rôles respectifs de la femme et de l'homme dans nos sociétés contemporaines. Bien au contraire, les femmes participaient aux décisions de la collectivité qui était donc une forme de société égalitaire et conservaient le contrôle du produit de leur travail. Leur condition s'est dégradée avec la privatisation de leur travail. Par une réinterprétation de la relation entre le symbolisme et la condition de la femme, ces auteurs considèrent les cas de possession par les esprits comme des mouvements de protestation à peine déguisés qui servaient de défoulement anti-masculin et permettaient à quelques femmes d'accéder, à l'intérieur de la collectivité, à des situations durables de prestige. Les interdits alimentaires sont l'expression symbolique de l'inégalité entre les sexes, qui se manifeste par l'interdiction pour la femme de consommer certains aliments et par le contrôle qu'exerce le mâle sur les forces de sa production.

Ceux qui considèrent que la subordination de la femme était un phénomène universel l'attribuent essentiellement et indirectement au fait que la femme devait mettre les enfants au monde et les élever selon des méthodes très sommaires. D'autres soutiennent que cette double fonction n'empêchait pas la femme de fournir la plupart des aliments que consommaient les sociétés de chasseurs-cueilleurs ; le colonialisme et l'influence des missionnaires ont marqué la fin de cette fonction d'agriculture rudimentaire et de l'autonomie de la femme. Une autre tendance dans ce groupe se prononce pour la thèse de la condition de la " complémentarité dans l'égalité "

Les femmes doivent être jugées pour elles-mêmes et pour la contribution qu'elles apportent à la société. Elles ne sont ni inférieures ni supérieures aux hommes. Elles sont seulement différentes; et l'idée qu'elles se font d'elles-mêmes est l'élément essentiel de leur condition. Les débats récents ont porté principalement sur la division du travail, les relations entre mari et femme et le rôle capital que joue la théorie de supériorité du mâle dans la perpétuation de la subordination de la femme.

Les études sociologiques sur la femme africaine présentent les mêmes tendances que les études anthropologiques. De purement descriptives, elles sont devenues un peu plus analytiques et plus critiques à l'égard des thèses sexistes. Parmi les sujets auxquels elles s'intéressent figurent le changement social et son impact sur la famille, le mariage et le divorce, la socialisation, l'éducation, la migration, la prostitution, le choix d'une profession et la mobilité professionnelle.

Les économistes s'intéressent surtout au travail rémunéré, aux différences de salaire et à la ségrégation professionnelle. Ce type de recherche, encore à l'état naissant au plan quantitatif, confirme néanmoins un schéma universel : la concentration des femmes dans le secteur tertiaire. Un grand nombre d'études démontrent de façon documentée la participation des femmes dans le secteur des " emplois non officiels ". Malgré l'accent mis ainsi sur ces problèmes, la recherche, pour une grande part, se désintéresse de ces domaines et de ces variables.

Le meilleur exemple que l'on puisse donner du caractère interdisciplinaire des études sur la femme africaine dans les années 70 est le type de recherche sur le thème" La femme et le développement ". Bien qu'elles varient dans le détail, elles ont toutes pour thème principal l'érosion culturelle et historique de l'autorité de la femme au profit de celle de l'homme, érosion qui est faite d'éléments comme le déplacement territorial de la femme d'un groupe à un autre par le mariage, la religion, la colonisation, le capitalisme et la migration. Seul l'homme peut participer à des processus comme l'industrialisation, la modernisation et le développement, avec ce que ces processus impliquent d'acquisition de connaissances, de techniques et de professions nouvelles et les avantages qui en résultent. Ainsi, la transformation de l'organisation économique traditionnelle a eu en fait pour résultat d'accentuer la dichotomie entre les sexes et, par voie de conséquence, les inégalités entre l'homme et la femme.

Zenebework Tadesse

Photo © Eva Bauer-Völkel, Concours international de photographie ONU/FIAP

La plupart des recherches sur les femmes faites en Afrique ont un caractère anthropologique, mais les informations et l'interprétation qu'elles donnent souffrent d'un certain "phallocentrisme". Aujourd'hui, les anthropologues africaines s'efforcent d'interpréter d'un point de vue plus juste les données relatives à la situation spécifique des femmes dans la société. Sur la photo, membres d'une famille touareg du Sahara algérien.

Asie : une mosaïque de cultures

par Leela Dube

LES études sur la situation des femmes en Asie et les programmes d'action visant à améliorer leur statut souffrent en général d'une mauvaise compréhension d'un phénomène pourtant décisif : les variations qu'on rencontre, soit à l'intérieur d'une même culture soit entre cultures différentes, dans l'organisation même des sociétés et, partant, dans les conditions de vie des femmes.

Nombre de situations, en apparence analogues, sont justiciables d'explications différentes : on ne saurait donc les analyser de façon identique. Ainsi le faible niveau d'alphabétisation et d'éducation chez les femmes, le fait qu'elles acceptent de toucher des salaires inférieurs avec, comme corollaire, la préférence des employeurs pour la main d'œuvre féminine, enfin, la surcharge de travail que connaissent beaucoup d'entre elles, semblent des caractéristiques courantes de la condition féminine en diverses régions de l'Asie. Pourtant elles n'ont pas la même origine dans tous les pays.

Pour ce qui concerne les relations entre les hommes et les femmes, par exemple, on peut diviser le continent en trois grandes régions : l'Asie du sud, l'Asie du sud-est et l'Asie orientale. Dans les pays islamiques de l'Asie du sud-est, bien que la surveillance exercée sur les filles par la famille puisse être très étroite, les femmes bénéficient, en général, d'une liberté d'action et d'un pouvoir de décision inconnus dans les deux autres régions. Et même s'il n'existe, à côté de groupes de filiation patrilinéaire, qu'un petit nombre de groupes de filiation matrilinéaire, la structure de parenté prédominante y est bilatérale : le droit d'héritage est accordé aux femmes ainsi qu'une certaine latitude dans le choix de la résidence conjugale, et très forte est la solidarité entre mères et filles. Autre trait remarquable des sociétés de cette région : les femmes ne mènent pas une existence recluse (Purdah) et, en règle générale, ne sont pas soumises à une ségrégation rigoureuse des sexes.

L'emploi de concepts et de méthodes occidentales caractérise, de façon marquante, les études sur les Philippines. Ainsi l'importance qui est souvent accordée, d'une part à la différenciation des rôles selon les sexes et, de l'autre, à l'inégalité des conditions sociales, ne correspond pas à la situation réelle. Dans bien des cas, les différences économiques et celles de classe sont plus déterminantes que les différences de sexe. Par exemple, les femmes peuvent avoir des rapports d'égalité avec les hommes de la famille et de la parentèle ainsi qu'à l'intérieur de certains cercles sociaux proches, sans cesser pour autant d'être exploitées à l'extérieur.

L'interprétation et l'explication des données et des statistiques fournies par les recherches peuvent varier selon les méthodes employées. Ainsi, les catégories et les équations fixées à l'avance, tout comme l'usage de dénominateurs communs choisis à la légère, dénaturent les données et faussent l'analyse en la coupant du contexte réel. Une apparente similitude de chiffres, ce qui les rend comparables, n'indique pas forcément qu'existent des modèles ou des conditions sociales identiques. Par exemple, le taux d'abandon des écolières en Thaïlande ne s'explique pas de la même façon qu'on le ferait en Inde ou en Afghanistan. La ségrégation et la surveillance dont les filles sont l'objet en Inde et en Afghanistan, et qui expliquent les disparités entre les sexes dans la fréquentation de l'école et le taux élevé des abandons chez les filles, ne sont pas une caractéristique de la société thaïe. La répartition inégale des ressources limitées destinées à l'enseignement n'a pas non plus la même influence sur le sort des filles thaïes. Autrement important apparaît le mode de vie qui permet aux femmes de jouir de droits considérables, mais les oblige à assumer de plus lourdes responsabilités que les hommes.

Si on les compare l'une et l'autre, la mortalité infantile chez les filles en Indonésie est beaucoup plus élevée que celle de l'Inde. Or, toujours en Indonésie, la mortalité infantile est plus forte chez les garçons que chez les filles. Il serait donc trompeur de comparer la mortalité infantile chez les filles en Inde avec celle de l'Indonésie sans se référer en même temps à la mortalité infantile chez les garçons dans les deux pays.

Un grand nombre de données socio-culturelles et historiques sur les pays d'Asie viennent de spécialistes étrangers. Il faut analyser avec soin ces informations et combler les lacunes de ces recherches. Il est désormais indispensable de réunir de nouvelles données sur le statut des femmes et d'entreprendre des études comparatives dans chaque pays ainsi que dans l'ensemble du continent.

Dans presque tous les pays a prévalu pendant longtemps une distinction entre les emplois spécifiquement "masculins" et ceux dits "féminins". Mais ce critère est loin d'être partout le même. Par exemple, en Inde, l'industrie du bâtiment, domaine presque exclusif des hommes dans la plupart des pays, est une source d'emplois pour les femmes. A l'inverse, toujours en Inde, où les hommes font les travaux de secrétariat, la dactylographie et la sténographie sont des spécialités masculines. Enfin, si l'industrie textile, le tissage et la couture artisanales emploient de préférence des femmes, elles fonctionnent en Inde grâce à une main d'œuvre masculine. Ces exemples montrent que les indicateurs sociaux de la participation des femmes à la force productive ne peuvent être interprétés partout de la même façon, mais doivent être étudiés par rapport à la culture dans laquelle ils s'inscrivent.

Photo Runa Hassner © G. Bern, Paris

LEELA DUBE *est directrice du Conseil indien de la recherche dans le domaine des sciences sociales et présidente de la Commission d'études sur les femmes de l'Union internationale des études anthropologiques et ethnologiques. Une analyse plus détaillée du sujet de cet article sera publiée par le Bureau du conseiller régional pour les sciences sociales en Asie et en Océanie, de l'Unesco, qui se trouve à Bangkok.*

Amérique latine : stratégie pour une situation ambiguë

par Lourdes Arizpe

TOUT changement social, toute évolution dans les habitudes de la pensée entraîne des dangers, car le passé se refuse à mourir et se mêle au présent qu'il oblitère.

En Amérique latine, où s'exprime ce " sentiment tragique de la vie " dont parlait Miguel de Unamuno à propos de la civilisation espagnole, l'existence menée par les femmes y est considérée comme une " vallée de larmes ", selon l'expression consacrée, comme une tragédie dont on ne peut s'échapper qu'en l'assumant avec constance. Pour s'en convaincre, il suffit de parler avec les paysannes du Mexique, de Colombie, du Guatemala, il suffit d'écouter les femmes des bidonvilles et des faubourgs de Caracas, Monterrey et Rio. Toutes considèrent que leur destin en ce bas monde — mari, enfants, peines et souffrances —, c'est " Dieu qui l'a voulu ". Est-ce un hasard si elles conçoivent ainsi leur existence ? Certes non. Si on se demande quel pouvoir de décision elles ont sur leur corps, sur leur vie, sur celles de leurs fils, de leur mari, de leur communauté, on constate aussitôt qu'elles n'en ont aucun. Dans ces conditions, comment s'étonner que plaintes et fatalisme aillent de pair ?

Mais on a aussi établi un diagnostic différent : l'Amérique latine subit les effets d'un régime économique et social qui la rend tributaire des grandes métropoles industrialisées en même temps que se perpétuent les intérêts de classe et les pressions idéologiques internes qui aggravent encore l'état de dépendance où elle vit. Je ne dirais pas que les femmes ont été tenues en marge de ce processus, bien au contraire, c'est leur apport économique, essentiel quoique invisible, leur passivité politique et leur attitude psychologique de résignation qui permettent à cette situation de se prolonger. Et nombreux sont les intérêts exigeant précisément que soient maintenus les avantages évidents que présentent l'exploitation et l'oppression des femmes.

Notre lutte n'a qu'un but : instaurer une société qui ne soit fondée ni sur l'injustice ni sur l'exploitation. Dans ces économies de marché dépendantes, génératrices d'une main d'œuvre abondante, l'organisation du travail ne permet pas d'offrir aux femmes un emploi salarié. Les gouvernements cherchent donc l'accroissement de la famille, même si cela signifie une baisse du niveau de vie, un plus grand nombre de personnes dépendant alors d'un seul salarié. Dans un pareil cas, le faible salaire est compensé par le travail domestique non rémunéré de la femme. Si le revenu ne suffit pas à assurer la reproduction de l'unité familiale, la femme accomplit alors une double journée en faisant, le plus souvent, des travaux d'appoint, aussi mal rémunérés que peu productifs.

A cet égard, la discussion concernant la famille devient de plus en plus complexe. Pouvons-nous vraiment détruire la famille ? Même dans une société socialiste comme celle de Cuba, le développement des forces de production ne permettrait pas encore une socialisation intégrale des travaux ménagers. Il faudrait d'abord se demander si la double journée effectuée dans les pays socialistes où les femmes représentent la moitié de la main d'œuvre salariée (sans oublier non plus leur participation croissante à des emplois salariés, comme aux Etats-Unis) entraîne un progrès ou une plus grande aliénation. Dans nos pays, le fait que les femmes restent dans la sphère familiale a peut-être pour conséquence de réduire le taux, très élevé, du chômage et du sous-emploi visibles, mais quel en est le prix à payer au plan psychologique ? Ne serait-ce pas le phallocratisme et son envers, c'est-à-dire un homme qui a besoin de sentir qu'il domine la situation devant une femme prête à tout pour ne pas le perdre, car elle perdrait alors toute chance de survivre économiquement ?

En même temps, il faut analyser les raisons pour lesquelles les femmes sud-américaines se sentent moins opprimées que leurs consœurs européennes et nord-américaines qui luttent pour leur émancipation. On n'a pas encore fait une analyse assez poussée d'un facteur clé : l'existence d'un service domestique, faiblement rémunéré, qui libère les femmes de condition petite-bourgeoise ou bourgeoise de la double journée et de la charge des enfants. Mais je crois également que n'est pas sans jouer un rôle le fait que la culture latine et catholique accorde aux femmes deux sphères d'influence importantes : la famille et l'Eglise, dans lesquelles elles pallient leur totale mise à l'écart de la vie politique.

Si cette analyse est exacte, en insistant pour donner à la femme le contrôle de son corps (par la limitation des naissances au moyen des anticonceptionnels et de l'avortement) et en remettant en cause la famille, les féministes militeraient en fait contre le pouvoir des femmes en Amérique latine. En voulant la libérer, le féminisme affaiblirait la femme et ainsi se vérifierait ce que prétendent certains marxistes pour qui ce mouvement d'émancipation est en réalité une stratégie du capitalisme avancé pour enlever aux travailleurs et aux travailleuses leurs tâches familiales.

Si ces processus sont inévitables, force est de penser que la femme latino-américaine, au lieu d'essayer de s'accrocher en vain aux privilèges que l'histoire lui a donnés pour les lui reprendre aujourd'hui, au lieu d'avoir peur du changement, devrait, tout au contraire, élaborer des stratégies qui lui ouvrent de nouvelles perspectives de participation politique et économique dans les sociétés qui se construiront demain. Il est donc vital de connaître les expériences des femmes tant dans les pays capitalistes industrialisés que dans les pays socialistes. Leurs conditions de vie nous concernent au premier chef car elles nous donnent l'espoir de découvrir d'autres solutions pour l'avenir. Et nous avons cette chance, historiquement, de pouvoir devancer ces changements et les orienter dans notre intérêt et dans l'intérêt de notre société.

Photo © Ken Heyman, New York

"Pour les femmes d'Amérique latine, leur destin en ce bas monde — mari, enfants, peines et souffrances —, c'est "Dieu qui l'a voulu". Est-ce un hasard si elles conçoivent ainsi leur existence ? Certes non. Il suffit de se demander quel pouvoir de décision elles ont sur leur corps, sur leur vie, sur celle de leurs enfants, de leur mari et de la communauté. Il est clair qu'elles n'en ont aucun. Dans ces conditions, comment s'étonner que plaintes et fatalisme aillent de pair ?"

LOURDES ARIZPE, *sociologue mexicaine, est professeur au Colegio de México. Le texte que nous publions est extrait de la communication qu'elle fit au Premier séminaire de recherche du Mexique et d'Amérique centrale sur la femme, qui s'est tenu dans la capitale mexicaine en novembre 1977.*

Brodard Graphique. Coulommiers - Dépôt légal CI - Juillet 1980 - Imprimé en France (Printed in France). Commission paritaire n° 27.253. Diffusé par les N.M.P.P.

La condition de la femme à travers quelques publications de l'Unesco

Livres

Les femmes, l'éducation et l'égalité : dix années d'expérience

Publiée en 1975, à l'occasion de l'Année internationale de la femme", cette étude fait à la fois l'historique et l'analyse de trois projets expérimentaux de l'Unesco en faveur de l'égalité d'accès des femmes à l'éducation, en Haute-Volta, au Népal et au Chili.
Cette publication ne s'adresse pas seulement aux responsables de la politique d'éducation et de développement, mais aussi et surtout au grand public, sans le soutien duquel on ne peut espérer élargir les possibilités d'éducation offertes aux jeunes filles et aux femmes.

122 Pages *8,00 F*

Image, rôle et condition sociale de la femme dans les médias (Rapports et documents d'informations n° 84)

Par cette analyse, les auteurs ont voulu déterminer ceux des aspects du rôle joué par la femme dans les médias, qui ont été fréquemment étudiés et ceux qui ont été négligés. Cette étude aide certainement à mieux comprendre les interrelations entre les médias et la société, ainsi que l'impact qu'ils peuvent avoir sur la vie de la moitié, au moins, de la population mondiale.

87 Pages *12,00 F*

Femmes, Women, Mujeres (Photographies : Dominique Roger)

Un très bel album de photos de femmes de tous les continents, et de tous âges. Le regard d'une femme posé sur les femmes, donnant à voir pour faire penser.

68 Pages *24,00 F*

Périodiques :

Impact, science et société

(Vol. 30 — N° 1 janvier-mars 1980) "Ce que pensent des femmes spécialistes dans de petits pays"

Le numéro 12,00 F *Abonnement annuel 40,00 F*

Conditions de vente : *Les prix indiqués sont ceux pratiqués par la Librairie de l'Unesco à Paris où les livres peuvent être achetés ou commandés par correspondance (en joignant le montant).*
En France, 50 "Librairies-relais-Unesco" sont à votre service pour vous fournir ces livres (liste de ces 50 librairies envoyée sur demande).
Pour les autres pays, s'adresser à l'agent de vente (liste ci-dessous).

Pour vous abonner ou vous réabonner
et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements des abonnements peuvent être effectués auprès de chaque agent de vente qui est à même de communiquer le montant du prix de l'abonnement en monnaie locale.

ALBANIE. N. Sh. Botimeve Naim Frasheri, Tirana. — **ALGÉRIE.** Institut pédagogique national, 11, rue Ali Haddad, Alger, Société nationale d'édition et diffusion (SNED), 3 bd Zirout Youcef, Alger. — **RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE.** Unesco Kurier (Edition allemande seulement) : Colmantstrasse, 22, 5300 Bonn. Pour les cartes scientifiques seulement : Geo Center, Postfach 800830, 7000 Stuttgart 80. Autres publications : S. Karger GmbH, Karger Buchhandlung, Angerhofstr. 9, Postfach 2, D-8034 Germenng/Munchen. — **RÉP. DÉM. ALLEMANDE.** Buchhaus Leipzig, Postfach, 140, Leipzig. Internationale Buchhandlungen, en R D.A. — **AUTRICHE.** Dr Franz Hain, Verlagsund Kommissionbuchhandlung, Industriehof Stadlau, Dr Otto Neurath - Gasse, 1220 Vienne. — **BELGIQUE.** Ag. pour les publications de l'Unesco et pour l'édition française du "Courrier" : Jean de Lannoy, 202, Avenue du Roi, 1060 Bruxelles, CCP 000-0070823-13. Edition néerlandaise seulement : N.V. Handelmaatschappij Keesing, Keesinglaan 2-18,21000 Deurne-Antwerpen. — **RÉP. POP. DU BÉNIN.** Librairie nationale, B P. 294. Porto Novo. — **BRÉSIL.** Fundação Getúlio Vargas, Editora-Divisao de Vendas, Caixa Postal 9 052-ZC-02, Praia de Botafogo, 188 Rio de Janeiro RJ — **BULGARIE.** Hemus, Kantora Literatura, bd Rousky 6, Sofia. — **CAMEROUN.** Le secrétaire général de la Commission nationale de la République unie du Cameroun pour l'Unesco, B.P. N° 1600, Yaoundé. — **CANADA.** Editions Renouf Limitée, 2182, rue Ste. Catherine Ouest, Montréal, Oue H3H IM7. — **CHILI.** Bibliocentro Ltda., Casilla 13731 Constitución n° 7, Santiago (21). — **CHINE.** China National Publications Import Corporation, West Europa Dept., P.O. Box 88, Pékin. — **RÉP. POP. DU CONGO.** Librairie populaire B.P. 577 Brazzaville ; Commission nationale congolaise pour l'Unesco, B.P. 577, Brazzaville — **CÔTE-D'IVOIRE.** Centre d'édition et de diffusion africaines. B.P. 4541. Abidjan-Plateau. — **DANEMARK.** Ejnar Munksgaard Ltd., 6, Nörregade, 1165 Copenhague K — **ÉGYPTE (RÉP. ARABE D').** National Centre for Unesco Publications, N° 1, Talaat Harb Street, Tahrir Square, Le Caire — **ESPAGNE.** MUNDI-PRENSA Libros S A., Castelló 37, Madrid 1. Ediciones Liber. Apartado 17, Magdalena 8, Ondárroa (Viscaya) ; DONAIRE, Aptdo de Correos 341, La Coruna ; Libreria Al-Andalus, Roldana, 1 y 3, Sevilla 4. Librería CASTELLS, Ronda Universidad 13, Barcelona 7 ; Editorial Fenicia, Cantelejas, 7 "Riefrio", Puerta de Hierro, Madrid 35 — **ÉTATS-UNIS.** Unipub. 345, Park Avenue South, New York, N.Y. 10010 — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 1, 00100 Helsinki. — **FRANCE.** Librairie Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris. C.C.P. 12.598 48 — **GRÈCE.** Librairies internationales. — **HAÏTI.** Librairie A la Caravelle, 26, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince. — **HAUTE-VOLTA.** Lib. Attie B.P. 64, Ouagadougou — Librairie Catholique « Jeunesse d'Afrique ». Ouagadougou. — **HONGRIE.** Akadémiai Konyvesbolt, Váci U.22, Budapest V., A.K.V. Konyvtárosok Boltja. Népkoztasasag utja 16, Budapest VI — **INDE.** Orient Longman Ltd. : Kamani Marg. Ballard Estate. Bombay 400 038 ; 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; 36a Anna Salai, Mount Road, Madras 2. B-3/7 Asaf Ali Road, Nouvelle-Delhi 1, 80/1 Mahatma Gandhi Road, Bangalore-560001, 3-5-820 Hyderguda, Hyderabad-500001. Publications Section, Ministry of Education and Social Welfare, 511, C-Wing, Shastri Bhavan, Nouvelle-Delhi-110001 ; Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 700016 ; Scindia House, Nouvelle-Delhi 110001. — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, av Iranchahr Chomali N° 300 ; B.P. 1533, Téhéran, Kharazmie Publishing and Distribution Co. 28 Vessal Shirazi St, Shahreza Avenue, P.O. Box 314/1486, Téhéran. — **IRLANDE.** The Educational Co. of Ir. Ltd., Ballymount Road Walkinstown, Dublin 12. — **ISRAËL.** Emanuel Brown, formerly Blumstein's Bookstores : 35, Allenby Road et 48, Nachlat Benjamin Street, Tel-Aviv ; 9 Shlomzion Hamalka Street, Jérusalem. — **ITALIE.** Licosa (Libreria Commissionaria Sansoni, S p A.) via Lamarmora, 45, Casella Postale 552, 50121 Florence. — **JAPON.** Eastern Book Service Shuhwa Toranomon 3 Bldg, 23-6 Toranomon 3-chome, Minato-ku, Tokyo 105 — **LIBAN.** Librairies Antione, A. Naufal et Frères ; B.P. 656, Beyrouth. — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grande-Rue, Luxembourg. — **MADAGASCAR.** Toutes les publications : Commission nationale de la Rép. dém. de Madagascar pour l'Unesco, Ministère de l'Education nationale, Tananarive. — **MALI.** Librairie populaire du Mali, B.P. 28, Bamako. — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 282, avenue Mohammed-V, Rabat, C.C.P. 68-74. « Courrier de l'Unesco » : pour les membres du corps enseignant : Commission nationale marocaine pour l'Unesco 19, rue Oqba, B.P. 420, Agdal, Rabat (C.C P. 324-45). — **MARTINIQUE.** Librairie « Au Boul' Mich », 1, rue Perrinon, et 66, av. du Parquet, 972, Fort-de-France. — **MAURICE.** Nalanda Co. Ltd., 30, Bourbon Street, Port-Louis. — **MEXIQUE.** SABSA, Servicios a Bibliotécas, S.A , Insurgentes Sur N° 1032-401, México 12. Librería El Correo de la Unesco, Actipán 66, Colonia del Valle, Mexico 12 DF — **MONACO.** British Library, 30, boulevard des Moulins, Monte-Carlo. — **MOZAMBIQUE.** Instituto Nacional do livro e do Disco (INLD), Avenida 24 de Julho, 1921 r/c e 1° andar, Maputo. —**NIGER.** Librairie Mauclert, B.P. 868, Niamey. — **NORVÈGE.** Toutes les publications : Johan Grundt Tanum (Booksellers), Karl Johans gate 41/43, Oslo 1. Pour le « Courrier » seulement : A.S. Narvesens Litteraturjeneste, Box 6125 Oslo 6. — **NOUVELLE-CALÉDONIE,** Reprex S.A.R.L., B P. 1572, Nouméa — **PARAGUAY.** Agencia de diarios y revistas, Sra. Nelly de Garcia Astillero, Pte. Franco N° 580 Asunción. — **PAYS-BAS.** « Unesco Koerier » (Edition néerlandaise seulement) Systemen Keesing, Ruysdaelstraat 71-75. Amsterdam-1007. Agent pour les autres éditions et toutes les publications de l'Unesco : N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9. 's-Gravenhage — **POLOGNE.** ORPAN-Import. Palac Kultury, 00-901 Varsovie, Ars-Polona-Ruch, Krakowskie -Przedmiescie N° 7, 00-068 Varsovie — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Ltda Livraria Portugal, rua do Carmo, 70, Lisbonne. — **ROUMANIE.** ILEXIM. Romlibri, Str. Biserica Amzei N° 5-7, P.O.B. 134-135, Bucarest. Abonnements aux périodiques : Rompresfilatelia calea Victoriei 29, Bucarest. — **ROYAUME-UNI.** H M. Stationery Office P.O. Box 569, Londres S.E.1 — **SÉNÉGAL.** La Maison du Livre, 13, av. Roume, B P. 20-60, Dakar, Librairie Clairafrique, B P. 2005, Dakar, Librairie « Le Sénégal » B.P. 1954, Dakar. — **SEYCHELLES.** New Service Ltd , Kingsgate House, P.O. Box 131, Mahé. — **SUÈDE.** Toutes les publications : A/B C.E. Fritzes Kungl Hovbokhandel, Regeringsgatan, 12, Box 16356, 103-27 Stockholm, 16. Pour le « Courrier » seulement : Svenska FN-Forbundet, Skolgrand 2, Box 150-50, S-10465 Stockholm-Postgiro 184692. — **SUISSE.** Toutes publications. Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich, C C.P. 80-23383. Librairie Payot, 6, Rue Grenus, 1211, Genève 11. C C.P. : 12.236. — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement, B P. 704, Damas. — **TCHÈCOSLOVAQUIE.** S.N.T.L., Spalena 51, Prague 1 (Exposition permanente) ; Zahracni Literatura, 11 Soukenicka, Prague 1. Pour la Slovaquie seulement : Alfa Verlag Publishers, Hurbanovo nam. 6, 893 31 Bratislava. — **TOGO.** Librairie Evangélique, B P. 1164, Lomé, Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé, Librairie Moderne, B.P. 777, Lomé. — **TRINIDAD ÉT TOBAGO.** Commission Nationale pour l'Unesco, 18 Alexandra Street, St. Clair, Trinidad, W.I. — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis. — **TURQUIE.** Haset Kitapevi A.S., Istiklâl Caddesi, N° 469, Posta Kutusu 219, Beyoglu, Istambul. — **U.R.S.S.** Mejdunarodnaya Kniga, Moscou, G-200 — **URUGUAY.** Editorial Losada Uruguaya, S.A. Libreria Losada, Maldonado, 1092, Colonia 1340, Montevideo. — **YOUGOSLAVIE.** Jugoslovenska Knjiga, Trg Republike 5/8, P.O.B. 36, 11-001 Belgrade. Drzavna Zalozba Slovenije, Titova C 25, P.O.B. 50, 61-000 Ljubljana. — **RÉP. DU ZAIRE.** La librairie, Institut national d'études politiques, B P. 2307, Kinshasa. Commission nationale de la Rép. du Zaire pour l'Unesco, Ministère de l'Education nationale, Kinshasa.

Le regard des femmes

Sur chaque continent, des femmes ont décidé de faire toute la lumière sur la condition des femmes. Les études et les recherches qu'elles entreprennent n'ont qu'un but: mieux définir les vrais problèmes pour intégrer pleinement au développement économique celles dont la participation, toujours essentielle, a été jusqu'à présent tenue dans l'ombre. Et rendre ainsi aux femmes leur vrai visage. Sur la photo: Indienne des Andes (Pérou).

Photo Hans Silvester © Rapho, Paris